



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DE POLITIQUE
MONETAIRE DU
QUATRIEME TRIMESTRE
2025**

Février 2026

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES.....	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	6
1.1. Croissance trimestrielle du PIB.....	6
1.2. Prix des matières premières et inflation.....	7
1.3. Politique monétaire dans les pays développés.....	9
1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA.....	10
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	12
2.1. Production.....	12
2.2. Secteur extérieur.....	13
2.2.1. Commerce extérieur.....	13
2.2.2. Balance des paiements.....	17
2.3. Finances et dette publiques.....	19
2.3.1. Finances publiques.....	19
2.3.2. Dette publique.....	20
2.4. Secteur monétaire.....	22
2.4.1. Réserves des banques et interventions de la BRB.....	22
2.4.2. Taux d'intérêt.....	23
2.4.3. Base monétaire.....	25
2.4.4. Masse monétaire et contreparties.....	27
2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire.....	28
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière.....	30
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire.....	30
2.5.2. Stabilité Financière.....	31
2.6. Evolution et perspectives d'inflation.....	34
2.6.1. Evolutions récentes.....	34
2.6.2. Perspectives d'inflation.....	36
MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....	36
ANNEXES.....	37

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRARUDI	: Brasserie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CEA	: Communauté Est Africaine
CIF	: <i>Cost Insurance and Freight</i>
DTS	: Droits de Tirages Spéciaux
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: <i>Free On Board</i> (Franco à Bord)
INSBU	: Institut National de la Statistique du Burundi
KES	: <i>Shilling Kenyan</i>
M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Franc Burundi
Mrds	: Milliards
MFBPE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNP	: Prêts Non Performants
RDC	: République Démocratique du Congo
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution d'Eau et d'Electricité
RWF	: <i>Franc Rwandais</i>
ROA	: <i>Return on Assets</i> (Rentabilité des actifs)
ROE	: <i>Return on Equity</i> (Rentabilité des capitaux propres)
TZS	: <i>Shilling Tanzanien</i>
UGX	: <i>Shilling Ougandais</i>
USD	: <i>Dollar Américain</i>

RESUME ANALYTIQUE

Dans les pays de l'OCDE, la croissance du PIB de la Zone euro s'est stabilisée à 0,3% au quatrième trimestre 2025 comme au trimestre précédent. Cette croissance a été portée par la demande intérieure dynamique, en dépit du recul des exportations affectées par les tensions commerciales. Dans les pays émergents, la Chine a enregistré une croissance de 1,2% au quatrième trimestre 2025, après une croissance de 1,1% au trimestre précédent, et demeure affectée par la persistance d'une faible demande intérieure et de l'incertitude extérieure.

Selon les perspectives économiques du FMI de janvier 2026, la croissance du PIB mondial devrait se situer à 3,3% en 2026 comme l'année précédente, un niveau qui reste inférieur à la moyenne historique d'avant la COVID-19 (3,7%). Cette croissance serait soutenue par les investissements liés aux nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, le soutien budgétaire ainsi que les conditions financières globalement accommodantes. Toutefois, des facteurs de risques notamment les tensions commerciales et les incertitudes géopolitiques pourraient freiner cette croissance.

L'inflation est restée globalement stable au quatrième trimestre 2025 dans les grandes économies et a presque atteint la cible (2,0%) des banques centrales dans certains pays. Dans la zone euro, l'inflation s'est stabilisée à 2,1%, après avoir oscillé à ce même taux au trimestre précédent. Dans les perspectives du FMI, l'inflation mondiale devrait continuer à reculer, revenant de 4,1% en 2025 à 3,8% en 2026, suite à un ralentissement de la demande et à une baisse des prix de l'énergie.

En Afrique subsaharienne, la croissance pourrait s'accélérer, passant de 4,4% en 2025 à 4,6% en 2026, tirée par la stabilisation macroéconomique et les mesures de réformes dans les principales puissances économiques.

Au niveau de la Communauté Est Africaine, les projections du FMI d'octobre 2025 montrent que la croissance de la CEA passerait de 5,5% en 2024 à 5,6% en 2025, un niveau supérieur à la moyenne de toute l'Afrique subsaharienne (4,4% en 2025). Toutefois, des facteurs de risques persistent notamment l'accentuation des conflits régionaux et l'accès aux financements extérieurs qui reste limité, combiné à une diminution de l'aide internationale. Les pressions inflationnistes se sont atténuées dans la majorité des pays de la CEA, l'inflation est restée dans la marge de l'objectif de 8,0% fixé dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA, en l'occurrence au Rwanda (4,8%), en Ouganda (3,2%), au Kenya (4,5%) et en Tanzanie (3,5%).

En ce qui concerne la conjoncture économique nationale, la production du thé sec est restée presque stable à 1 731,2 tonnes au quatrième trimestre 2025, par rapport à 1 726,3 tonnes du même trimestre de l'année précédente. La production du café vert a baissé, se fixant à 2 132,3 tonnes au quatrième trimestre de l'année 2025, contre 5 860,9 tonnes enregistrées au cours du même trimestre de l'année 2024.

Au niveau de la production des industries, l'indice moyen de la production industrielle a fléchi de 2,7%, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2025, suite à la baisse de la production des industries chimiques (-30,9%), notamment la baisse de la production des savons de ménage (-47,0%).

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi de novembre 2025, la croissance de l'activité économique du Burundi est estimée à 4,6% en 2025 contre 4,1% en 2024. Cette amélioration est soutenue par l'accélération de l'activité dans le secteur secondaire (8,7% contre 1,7% en 2024), en dépit de la décélération de l'activité dans les secteurs primaire (2,1% contre 2,6%) et tertiaire (5,2% contre 6,3% en 2024). Pour l'année 2026, la croissance est projetée à 4,8% et serait portée par le secteur primaire.

Au niveau du secteur extérieur, le compte courant de la balance des paiements a enregistré un déficit de 401 250,8 MBIF au quatrième trimestre 2025, en augmentation par rapport à celui du même trimestre de l'année précédente (218 587,9 MBIF). Cette augmentation a résulté de l'aggravation du déficit du compte des biens (534 140,0 MBIF contre 450 599,8 MBIF), combiné au repli de l'excédent structurel du compte des revenus secondaires (395 698,1 MBIF contre 418 657,4 MBIF). Le déficit des services est resté presque stable à 197 446,4 MBIF.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire s'est allégé au quatrième trimestre 2025, par rapport au même trimestre de 2024, en s'établissant à 32 794,7 MBIF contre 65 810,9 MBIF, en raison de l'augmentation plus importante des recettes publiques (+43,5%) que des dépenses publiques (+34,8%). L'encours de la dette publique totale s'est accru de 12,9% à fin décembre 2025, s'établissant à 8 083,6 Mrds de BIF contre 7 162,8 Mrds de BIF à la fin de l'année précédente, et cette augmentation a porté essentiellement sur la dette intérieure (+16,5%) et, dans une moindre mesure, sur la dette extérieure (+2,5%). La dette publique représente 45,5% du PIB contre 50,4% l'année précédente. La limite fixée dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA est de 50% du PIB.

Concernant l'évolution des taux d'intérêts, le taux directeur (12%), le taux de la facilité de prêt marginal (14,00%) et le taux des opérations d'apport sous forme de refinancement des secteurs porteurs de croissance (2,00%) sont restés inchangés. Le taux moyen pondéré du marché interbancaire a augmenté, passant de 6,87% à 7,99% tandis que celui des bons du Trésor à 13 semaines a reculé, revenant de 8,98% au trimestre précédent à 8,03% au quatrième trimestre 2025.

Par rapport au trimestre précédent, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur (sur encours) a augmenté à 14,39% à fin décembre 2025 contre 14,25% à fin septembre tandis que le taux d'intérêt moyen pondéré créditeur a baissé, à 7,15% contre 7,35% trois mois avant. De même, le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au quatrième trimestre 2025 a baissé de 20 points de base, passant de 14,97% à 14,77%.

En glissement trimestriel, la base monétaire s'est accrue de 2,2%, se fixant à 2 424,6 Mrds de BIF, traduisant une expansion modérée de la monnaie banque centrale. Cette augmentation a résulté principalement d'une contribution positive des avoirs extérieurs nets (6,7 points de pourcentage) partiellement compensée par un repli des avoirs intérieurs nets (-4,4 points de pourcentage). La masse monétaire (M3) s'est accrue de 6,1% en glissement trimestriel pour se fixer à 8 005,1 Mrds de BIF à fin décembre 2025. Cette évolution résulte de la création monétaire essentiellement d'origine interne, partiellement contrebalancée par une contribution négative des avoirs extérieurs nets.

Les réserves officielles de change sont passées de 1,6 mois d'importations à fin décembre 2024 à 2,06 mois à fin décembre 2025, traduisant une amélioration de la capacité de couverture des besoins extérieurs.

Au niveau du secteur bancaire, l'évolution des principales ressources traduit une augmentation des dépôts de la clientèle de 25,9% à fin décembre 2025, en glissement annuel et 0,8% sur un trimestre, s'établissant à 6 574,9 Mrds de BIF. Les refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont diminué de 17,3% sur un an et de 7,7%, d'une fin de trimestre à l'autre, se fixant à 409,0 Mrds de BIF. Quant aux principaux emplois, les crédits à l'économie et les investissements en Bons et Obligations du Trésor se sont accrus respectivement de 25,4% et 23,1%. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté de 4,6% et 3,2% respectivement.

L'inflation globale a diminué, s'établissant à 21,7% en moyenne trimestrielle au quatrième trimestre 2025, contre 34,2% au trimestre précédent. Cette diminution a concerné à la fois à l'inflation alimentaire (18,4% contre 33,7%) et non alimentaire (26,6% contre 38,6%).

Les perspectives du premier trimestre 2026 font état d'un ralentissement dans toutes les composantes de l'inflation après une période marquée par une forte volatilité. L'inflation globale est attendue à 11,3% au premier trimestre 2026, en ralentissement par rapport à celle enregistrée au quatrième trimestre de l'année 2025 (21,7%). Ce recul de l'inflation est porté par le resserrement monétaire et une atténuation des pressions sur le marché des changes. Au niveau des composantes, l'inflation alimentaire se situerait à 5,9% pendant que l'inflation sous-jacente devrait s'établir à 16,4%. Quant à l'inflation énergétique, elle est attendue à 15,3%.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance trimestrielle du PIB

Au quatrième trimestre 2025, la croissance du PIB de la Zone euro s'est stabilisée à 0,3% comme au trimestre précédent. Cette croissance a été portée par la demande intérieure dynamique, en dépit du recul des exportations affectées par les tensions commerciales.

Parmi les plus grandes économies du bloc, l'Espagne a enregistré la plus forte croissance trimestrielle (0,8%), soutenue par une hausse de la consommation des ménages et des investissements fixes. L'Allemagne a enregistré une croissance de 0,3%, portée principalement par les dépenses du gouvernement et des ménages, alors qu'elle avait connu une stagnation de son économie (0,0%) au trimestre précédent.

En Chine, le PIB s'est accru de 1,2% au quatrième trimestre 2025, après une croissance de 1,1% au trimestre précédent, et demeure affectée par la persistance d'une faible demande intérieure et de l'incertitude extérieure.

Tableau 1 : Croissance trimestrielle du PIB des pays de l'OCDE

PIB Trimestriel			
	T4-2024	T3-2025	T4-2025
États-Unis	0,5	1,1	-
Zone euro	0,4	0,3	0,3
Allemagne	0,2	0,0	0,3
France	0,0	0,5	0,2
Espagne	0,8	0,6	0,8
Royaume uni	0,3	0,1	0,1
Japon	0,5	-0,7	0,1
OCDE	0,4	0,6	-
Chine	1,5	1,1	1,2
Inde	1,9	2,0	-
Afrique du Sud	0,4	0,5	-

Source : OCDE, comptes nationaux trimestriels, février 2026

Selon les perspectives de l'économie mondiale du FMI de janvier 2026, la croissance du PIB mondial devrait se situer à 3,3% en 2026 comme l'année précédente, un niveau qui reste inférieur à la moyenne historique d'avant la COVID-19 (3,7%). Cette croissance serait tirée par les investissements liés aux nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle, le soutien budgétaire ainsi que les conditions financières globalement accommodantes. Toutefois, des facteurs de risques notamment les tensions commerciales et les incertitudes géopolitiques pourraient freiner cette croissance.

Tableau 2 : Perspectives de l'économie mondiale (projection de croissance en%)

	2022	2023	2024	2025	2026 (proj)
1.PIB mondial	3,6	3,5	3,3	3,3	3,3
Pays avancés	2,9	1,8	1,8	1,7	1,8
États-Unis	2,5	2,9	2,8	2,1	2,4
Zone euro	3,5	0,5	0,9	1,4	1,3
Japon	0,9	1,4	-0,2	1,1	0,7
Pays émergents et pays en développement	4,1	4,7	4,3	4,4	4,2
Chine	3,0	5,4	5,0	5,0	4,5
Inde	7,2	9,2	6,5	7,3	6,4
Afrique subsaharienne	4,1	3,6	4,1	4,4	4,6
<i>Nigeria</i>	3,3	2,9	4,1	4,2	4,4
<i>Afrique du Sud</i>	1,9	0,8	0,5	1,3	1,4
2.Volume du commerce mondial	5,8	1,0	3,6	4,1	2,6
3.Prix à la consommation dans le monde	9,2	6,6	5,8	4,1	3,8

FMI, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2026

Dans les pays avancés, la croissance des États-Unis passerait de 2,1% en 2025 à 2,4% en 2026, portée principalement par la politique budgétaire expansionniste et par la politique monétaire accommodante. Dans la zone euro, la croissance devrait rester lente et faible, à 1,3% en 2026 contre 1,4% en 2025, reflétant la persistance de conditions structurelles défavorables.

Dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance chinoise devrait ralentir, passant de 5,0% à 4,5% en 2026, suite principalement à une demande domestique faible et à la persistance des tensions commerciales. En Afrique subsaharienne, la croissance pourrait s'accélérer, passant de 4,4% en 2025 à 4,6% en 2026, tirée par la stabilisation macroéconomique et les mesures de réformes dans les principales puissances économiques.

1.2. Prix des matières premières et inflation

Les prix des matières premières ont globalement affiché une tendance baissière, portés par un recul des prix des produits énergétiques. Le cours du baril du pétrole brut Brent demeure favorable, il a baissé de 7,7% au cours du quatrième trimestre 2025, se fixant à 63,7 USD/baril en moyenne, tiré principalement par une offre abondante. Sur un an, le cours du pétrole a baissé de 14,6%.

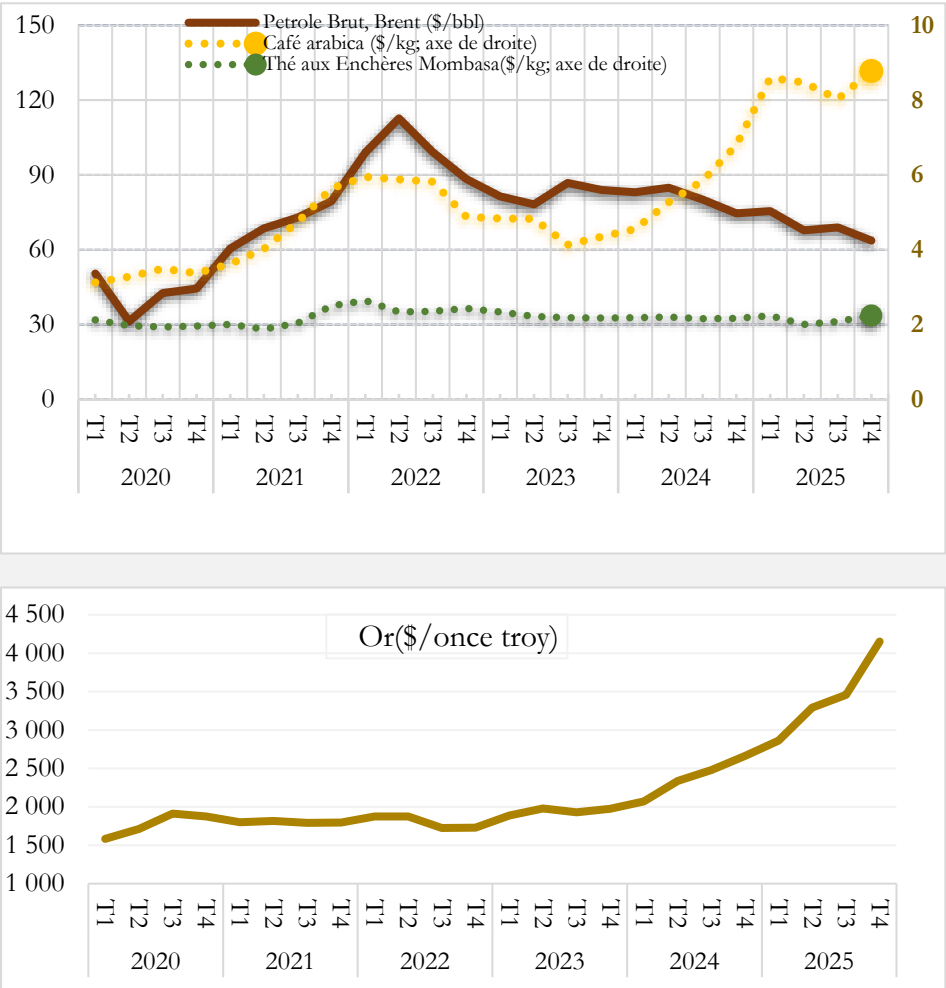
Le cours du thé aux enchères de Mombasa a augmenté de 7,7% au quatrième trimestre 2025, se situant à 2,25 USD/kg contre 2,09 USD/kg au trimestre précédent.

Après une flambée du prix du café au niveau mondial sur les deux dernières années, le rythme de croissance du prix du café a reculé, soit une croissance de 9,3% au quatrième trimestre 2025, contre une croissance de 16,2%

au même trimestre de 2024, s'établissant à 8,78 USD/kg. Cette tendance est liée à l'amélioration des perspectives de récolte au Brésil et au recul de la demande.

Par contre, l'or continue d'afficher des niveaux de prix records, le cours de l'once¹ d'or a atteint 4 152,0 USD au quatrième trimestre 2025, en hausse de 20% d'un trimestre à l'autre et de 55,9% sur un an. Cette augmentation s'explique par le fait que les investisseurs se retournent sur ce métal jaune, délaissant le dollar, valeur de refuge concurrente, en raison de l'anticipation de la baisse des taux américains ainsi que les tensions géopolitiques et commerciales.

Graphique 1 : Evolution des prix des matières premières



Source : Etablis à partir des données des Perspectives des marchés de produits de base janvier 2026, Banque mondiale

L'inflation est restée globalement stable au quatrième trimestre 2025 dans les grandes économies et a presque atteint la cible (2,0%) des banques centrales dans certains pays. Calculée en glissement annuel, elle s'est stabilisée à 2,1% dans la Zone euro au quatrième trimestre 2025 après avoir oscillé à ce même niveau au trimestre précédent.

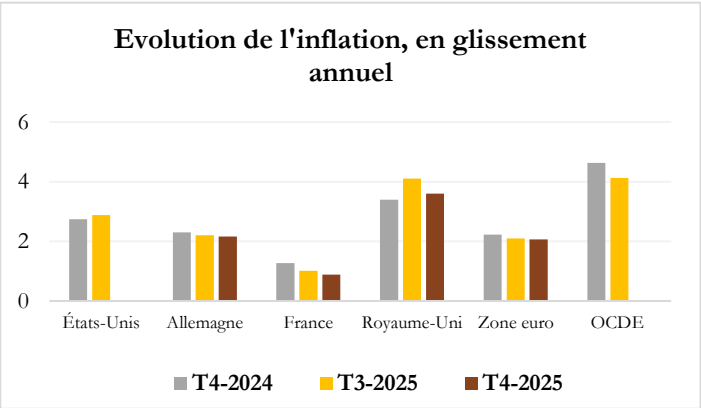
¹ Once d'or, ou once troy, est l'unité de mesure standard pour les métaux précieux, équivalant à 31,10 grammes.

Elle s’est également stabilisée à 2,2% en Allemagne. Cependant, l’inflation a reculé en France (0,9% contre 1,0%) et au Royaume-Uni (3,6% contre 4,1%).

Dans les pays émergents et en développement, la Chine est parvenue à sortir de la déflation observée au troisième trimestre 2025. L’inflation s’est établie à 0,6% contre -0,2% au trimestre précédent. Malgré cette reprise des prix, l’inflation reste faible, reflétant une demande domestique faible. En Inde, l’inflation a baissé, se situant à 2,6% contre 2,9% au troisième trimestre 2025.

Tableau 3 : Inflation dans le monde (en%)

	T4-2024	T3-2025	T4-2025
États-Unis	2,7	2,9	-
Allemagne	2,3	2,2	2,2
France	1,3	1,0	0,9
Royaume-Uni	3,4	4,1	3,6
Zone euro	2,2	2,1	2,1
OCDE	4,6	4,1	-
Chine	0,2	-0,2	0,6
Inde	3,9	2,9	2,6



Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, février 2026

Selon les perspectives de l’économie mondiale du FMI du mois de janvier 2026, l’inflation mondiale devrait continuer à reculer, passant de 4,1% en 2025 à 3,8% en 2026, suite à un ralentissement de la demande et à une baisse des prix de l’énergie. Les prix du pétrole resteraient faibles et devraient encore reculer sous l’effet de l’atonie de la demande mondiale et du dynamisme de l’offre.

La croissance du volume des échanges mondiaux devrait fléchir pour s’établir à 2,6% en 2026 contre 4,1% en 2025, en lien avec les politiques commerciales en cours.

1.3. Politique monétaire dans les pays développés

La politique monétaire dans les pays développés demeure accommodante, les banques centrales ont poursuivi ou maintenu une orientation accommodante de leurs politiques monétaires, caractérisée par une baisse progressive des taux directeurs suite à la stabilisation de l’inflation.

Ainsi, au cours du quatrième trimestre 2025, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a abaissé deux fois de suite la fourchette cible pour le taux des fonds fédéraux. En octobre 2025, elle a réduit de 25 points de base la fourchette en la ramenant à 3,75%-4,00% et elle l’a également abaissée de 25 points de base en décembre 2025, en la portant à 3,50%-3,75%.

Au cours du quatrième trimestre 2025, la Banque Centrale Européenne (BCE) a stabilisé ses trois taux d'intérêt directeurs après des baisses antérieures, à 2,00% pour la facilité de dépôt, à 2,15% pour les opérations principales de refinancement et à 2,40% pour la facilité de prêt marginal, estimant que l'inflation est stable et reste proche de l'objectif de 2,0% à moyen terme.

1.4. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA

- **Croissance du PIB**

D'après les projections du FMI du mois d'octobre 2025, la croissance² de la CEA-5 passerait de 5,5% en 2024 à 5,6% en 2025, un niveau supérieur à la moyenne de toute l'Afrique subsaharienne (4,4% en 2025). Toutefois, des facteurs de risques persistent notamment l'accentuation des conflits régionaux et l'accès aux financements extérieurs qui reste limité, combiné à une diminution de l'aide internationale.

Tableau 4 : Croissance du PIB dans les pays de la CEA (en%)

	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)
BURUNDI*	2,2	3,3	4,1	4,6	4,8
RWANDA	8,2	8,3	8,9	7,1	7,5
OUGANDA	6,2	4,9	6,3	6,4	7,6
TANZANIE	4,7	5,1	5,5	6,0	6,3
KENYA	4,9	5,7	4,7	4,8	4,9
RDC	9,2	8,5	6,5	5,3	5,3
SOUDAN DU SUD	-5,2	3,0	-26,1	24,3	22,4

Source: FMI, Perspectives économiques régionales, Afrique Subsaharienne, octobre 2025

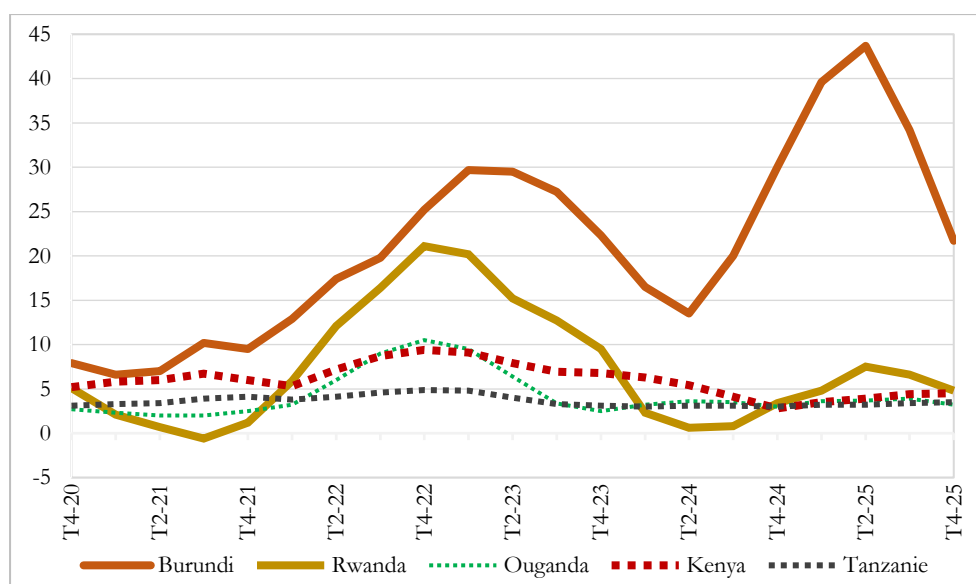
** Les données sur le PIB du Burundi sont tirées du cadrage macroéconomique de novembre 2025*

- **Inflation**

Au quatrième trimestre 2025, l'inflation dans les pays de la CEA est restée dans la marge de l'objectif de 8,0% fixé dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA, à l'exception de l'inflation au Burundi qui reste au-delà de ce critère bien qu'elle ait diminué en moyenne trimestrielle, en s'établissant à 21,7% au quatrième trimestre 2025, contre 34,2% au trimestre précédent. Dans les autres pays, l'inflation a diminué au Rwanda (4,8% contre 6,6%) et en Ouganda (3,2% contre 3,9%) tandis qu'elle est restée presque stable en Tanzanie (3,5% contre 3,4%) et au Kenya (4,5% contre 4,4%).

² Cette croissance concerne les cinq premiers pays membres de la CEA

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en%)



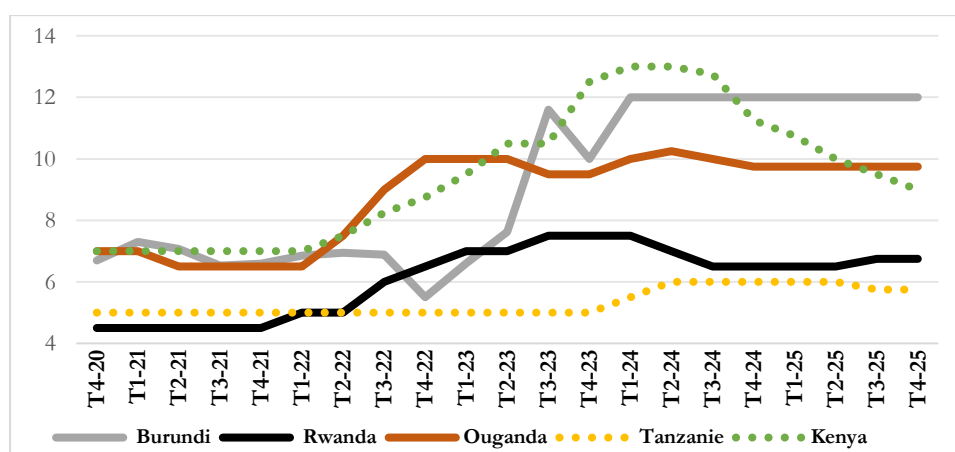
Source : Offices nationaux des statistiques

- **Politique monétaire**

Dans un contexte de pressions inflationnistes modérées et un environnement macroéconomique incertain, la majorité des pays de la CEA ont mené une politique monétaire prudente au quatrième trimestre 2025.

Les taux directeurs ont été maintenus à leurs niveaux du trimestre précédent au Burundi (12%), au Rwanda (6,75%), en Ouganda (9,75%) et en Tanzanie (5,75%). Cependant, la banque centrale du Kenya a poursuivi l'orientation accommodante de sa politique monétaire, en réduisant son taux d'intérêt directeur de 50 points de base (de 9,50% à 9,00%) en vue de stimuler le crédit et soutenir l'activité économique.

Graphique 3 : Taux directeurs des banques centrales



Source : banques centrales des pays de la CEA

- **Taux de change**

Concernant l'évolution des cours de change des monnaies des pays de la CEA par rapport au dollar américain, leurs fluctuations sont globalement faibles et sont restées contenues dans la limite³ de $\pm 5,0\%$ au quatrième trimestre 2025 dans l'ensemble des pays : Burundi (0,46%), Rwanda (0,35%), Ouganda (3,71%), Tanzanie (0,19%) et Kenya (-0,18%).

Tableau 5 : Cours de change du dollar américain par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/BIF	USD/RWF	USD/UGX	USD/TZS	USD/KSH
déc-24	2 914,99	1 382,99	3 681,14	2 394,76	129,29
sept-25	2 956,83	1 447,96	3 490,00	2 442,85	129,24
déc-25	2 970,29	1 453,08	3 619,65	2 447,46	129,01
déc 2025/sept 2025 (%)	0,46	0,35	3,71	0,19	-0,18
déc 2025/déc 2024 (%)	1,90	5,07	-1,67	2,20	-0,22

Source : Sites web des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production

La production du thé sec est restée presque stable à 1 731,2 tonnes au quatrième trimestre 2025, par rapport à 1726,3 tonnes de la même période de l'année précédente. La production du café vert a fortement baissé en raison notamment de cyclicité du caféier, se fixant à 2 132,3 tonnes au quatrième trimestre de l'année 2025, contre 5 860,9 tonnes enregistrées au cours du même trimestre de l'année 2024.

Concernant la production des industries, l'indice moyen de la production industrielle a fléchi de 2,7%, en glissement annuel, au quatrième trimestre 2025, suite à la baisse des industries chimiques (-30,9%), notamment la production des savons de ménages (-47,0%). La production des industries alimentaires est restée presque stable (+0,1%), d'une année à l'autre. D'un trimestre à l'autre, l'indice a chuté de 14,2%, en rapport à la fois avec la baisse de la production des industries alimentaires (-13,3%) et chimiques (-24,4%).

La production d'électricité par la REGIDESO s'est accrue de 13,2% au quatrième 2025, en glissement annuel, passant de 103 619,6 Mégawatts à 117 313,6 Mégawatts, en liaison particulièrement avec les nouvelles productions des centrales hydroélectriques (Jiji, Ruvyi 102 et Murembwe) dont la production a totalisé 35 952 Mégawatts au quatrième trimestre 2025. Par rapport au trimestre précédent, la production de l'énergie a augmenté de 9,0%.

³ Limite convenue dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change dans la CEA

Le volume des marchandises transitant au Port de Bujumbura a augmenté de 45,8% au quatrième trimestre 2025, en comparaison avec le même trimestre de l'année 2024. Cette augmentation a été principalement tirée par la hausse des importations du carburant et lubrifiants (+13,4%), des produits des industries alimentaires (+31,4%) et du ciment (+25,0%). De même, d'un trimestre à l'autre, ce volume a augmenté de 5,8%.

A l'Aéroport International Melchior NDADAYE, le nombre de passagers a augmenté de 24,9%, en glissement annuel, s'élevant à 78 827 passagers contre 63 128 passagers au quatrième trimestre de l'année 2024. D'un trimestre à l'autre, le nombre de passagers a augmenté de 4,9%. Le trafic des aéronefs s'est également accru en glissement annuel, passant de 1 212 aéronefs à 1 286 aéronefs, tandis qu'il a baissé de 112 mouvements d'un trimestre à l'autre (1 286 aéronefs contre 1 174 aéronefs).

Selon les prévisions du cadrage macroéconomique du Burundi de novembre 2025, la croissance de l'activité économique du Burundi est estimée à 4,6% en 2025 contre 4,1% en 2024. Cette amélioration est soutenue par l'accélération de l'activité dans le secteur secondaire (8,7% contre 1,7% en 2024), en dépit de la décélération de l'activité dans les secteurs primaire (2,1% contre 2,6%) et tertiaire (5,2% contre 6,3% en 2024). Pour l'année 2026, la croissance est projetée à 4,8% et serait portée par le secteur primaire.

Tableau 6 : Croissance du PIB réel (en%)

	2022	2023	2024	2025 (Est)	2026 (Proj)
Croissance du PIB Réel	2,3	3,3	4,1	4,6	4,8
Secteur primaire	2,1	0,5	2,6	2,1	7,8
Secteur secondaire	3,0	2,4	1,7	8,7	4,1
Secteur tertiaire	2,6	5,3	6,3	5,2	3,8

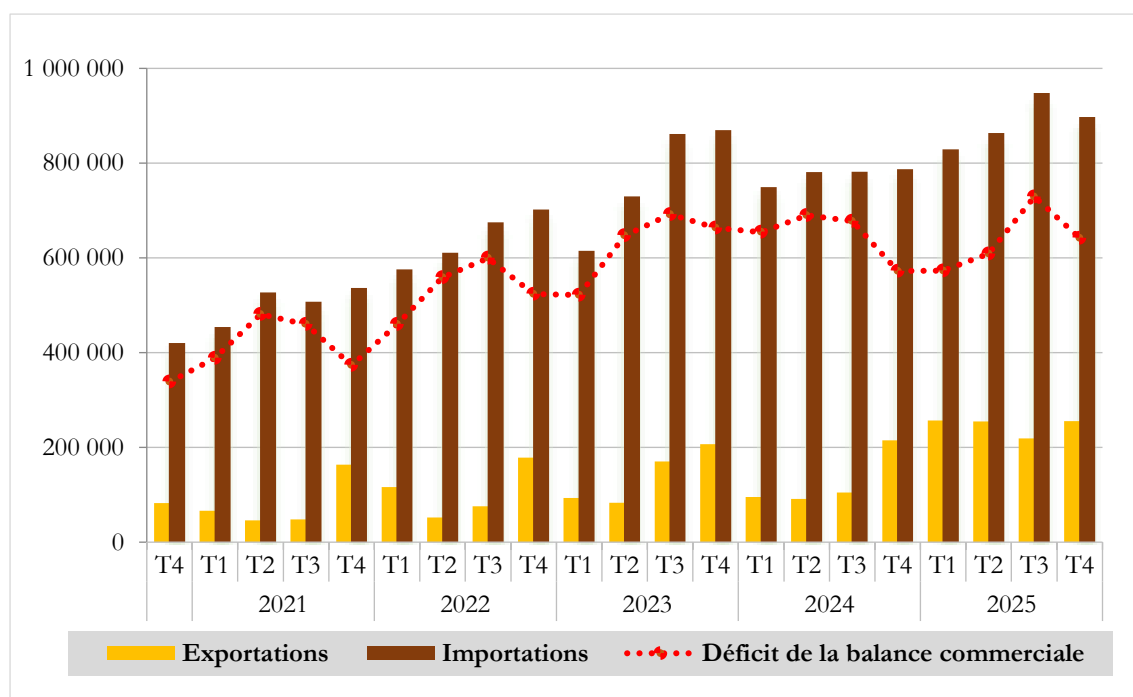
Source : Cadrage macroéconomique, novembre 2025

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est creusé au quatrième trimestre 2025, se situant à 641 930,5 MBIF contre 572 232,1 MBIF au même trimestre de l'année 2024. Ce déficit résulte de l'augmentation plus importante des importations (+110 221,3 MBIF) que celle des exportations (+40 522,9 MBIF). En conséquence, le taux de couverture des importations par les exportations est passé de 27,3% au quatrième trimestre 2024 à 28,5% au quatrième trimestre 2025, soit une progression de 1,2 points de pourcentage.

Graphique 4 : Evolution de la balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

2.2.1.1. Evolution des exportations

Les exportations totales en valeur se sont élevées à 255 452,9 MBIF au quatrième trimestre 2025 contre 214 930,0 MBIF au quatrième trimestre 2024, soit une progression de 18,9%. Cet accroissement a porté sur les produits primaires (204 457,9 MBIF contre 159 408,5 MBIF), les exportations des produits manufacturés ayant baissé, passant de 55 521,5 MBIF à 50 995,0 MBIF.

Le quatrième trimestre 2025 est marqué par le maintien en première place des exportations des produits primaires notamment les exportations de l'or non monétaire qui occupent 32,2% des exportations totales et qui se sont établies à 82 512,4 MBIF au quatrième trimestre 2025 contre 93 208,5 MBIF au quatrième trimestre 2024, soit une régression de 11,5%.

Les exportations du café occupent la deuxième place avec une part de 30,3% dans le total des exportations du pays. Elles se sont établies à 77 514,3 MBIF contre 35 936,1 MBIF, soit une hausse de 115,7%. Les exportations de minerais autres que l'or représentent de 7,9% tandis que celles du thé représentent 5,7% des exportations totales du pays.

Les exportations des produits manufacturés se sont repliées de 8,2% au quatrième trimestre 2025, se fixant à 50 995,0 MBIF contre 55 521,5 MBIF au même trimestre 2024. Ce recul est principalement imputable au repli des exportations de la farine de blé (-59,9%) et des cigarettes (-32,0%). Toutefois, les exportations des bières ont

augmenté de 63,6%, passant de 8 356,4 MBIF au quatrième trimestre 2024 à 13 673,0 MBIF au quatrième trimestre 2025.

En termes de volume, les exportations totales ont progressé de 26,1%, s'établissant à 51 394,3 tonnes au quatrième trimestre 2025 contre 40 631,2 tonnes à la même période de 2024.

Tableau 7 : Principaux produits exportés (en MBIF)

	T4-2024	T3-2025	T4-2025
1. Produits primaires	159 408,5	150 349,9	204 457,9
dont: Café	35 936,1	25 519,6	77 514,3
Thé	7 264,0	12 826,1	14 487,4
Or	93 208,5	93 666,3	82 512,4
Minerais (non compris l'or)	15 935,5	14 741,1	20 284,7
2. Produits manufacturés	55 521,5	68 517,9	50 995,0
Bières	8 356,4	17 226,6	13 673,0
Cigarettes	10 338,6	11 620,1	7 026,7
Farine de blé	12 435,3	7 305,8	4 988,9
EXPORTATIONS TOTALES	214 930,0	218 867,8	255 452,9

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Par rapport au trimestre précédent, les exportations totales en valeur se sont accrues de 16,7%, se fixant à 255 452,9 MBIF au quatrième 2025 contre 218 867,8 MBIF au troisième trimestre 2025. Cette évolution est principalement attribuable à l'augmentation des exportations du café (+203,7%) et des minerais autres que l'or (+37,6%).

2.2.1.2. Evolution des importations

En glissement annuel, les importations du quatrième trimestre 2025 sont ressorties à 897 383,4 MBIF, soit une augmentation de 14,0% par rapport à 787 162,1 MBIF enregistré au même trimestre de 2024. Cette évolution est attribuable à l'augmentation des acquisitions de biens de production (+6,1%) et de consommation (+29,9%), modérée toutefois par le repli des acquisitions de biens d'équipement (-3,8%).

L'augmentation des importations des biens de production a principalement porté sur les produits pétroliers (+72,9%) et sur les biens de production destinés à l'industrie métallurgique (+46,5%). Par contre, les importations de biens de production destinés à l'agriculture et élevage (-60,3%), à la construction (-20,4%) et à l'industrie alimentaire (-7,6%) ont baissé.

Quant aux importations de biens de consommation, leur augmentation en valeur a concerné les biens alimentaires (+24,1%) et les produits pharmaceutiques (+19,2%). Par contre, les importations de véhicules et des textiles ont fléchi de 11,0% et 10,1%, respectivement.

Le recul des importations des biens d'équipement a porté sur les chaudières et engins mécaniques (-12,0%) et autres biens d'équipement (-64,5%). Toutefois, les importations du matériel électrique (+25,2%), des pièces et outillages (+23,9%) et les tracteurs, véhicules et engins/ transport (+7,1%) ont augmenté.

En termes de volume, les importations totales ont progressé de 4,6%, se situant à 342 202,6 tonnes contre 327 135,4 tonnes, en liaison principalement avec l'augmentation du volume des importations des produits pétroliers (+135,1%), des biens de production destinés à l'industrie métallurgique (+52,0%), les pièces et outillages (+34,3%) et les biens alimentaires (+7,6%). Par contre, le volume des importations des biens de production destinés à l'agriculture et élevage (-66,4%), à l'industrie alimentaire (-5,1%) et les biens de production chimiques (-22,0%) ont baissé.

Tableau 8 : Principaux produits importés (en MBIF)

	T4-2024	T3-20225	T4-2025
1. Biens de production	317 163,0	404 749,5	336 581,5
dont: Huiles minérales	85 310,8	82 811,0	147 540,7
Métallurgie	25 697,7	45 939,3	37 644,0
Alimentation	51 177,9	35 305,0	47 286,0
Construction	42 121,2	35 389,1	33 510,2
Agriculture et élevage	58 369,3	152 885,8	23 185,9
2. Biens d'équipement	147 103,4	161 762,3	141 508,8
dont: Chaudières ,engins mécaniques	36 515,4	47 816,8	32 127,1
Pièces et outillages	15 452,9	15 089,6	19 139,5
Tracteurs,véhicules et engins/ transport	36 929,8	40 589,6	39 536,6
3. Biens de consommation	322 895,8	381 313,3	419 293,1
dont: Alimentaires	85 280,9	126 358,6	105 843,2
Pharmaceutiques	25 065,3	36 615,9	29 865,3
Textiles	24 910,7	32 543,8	22 395,3
Véhicules	36 941,9	35 426,2	32 879,8
IMPORTATIONS TOTALES	787 162,1	947 825,2	897 383,4

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Par rapport au trimestre précédent, les importations ont baissé en valeur (+21,2%), suite principalement au recul des importations de biens de production destinés à l'agriculture et élevage (-84,4%), à l'industrie métallurgique (-18,1%), les chaudières et engins mécaniques (-32,8%), les textiles (-31,2%), les véhicules (-7,2%), les biens alimentaires (-16,2%) et pharmaceutiques (-18,4%). Par contre, les importations des produits pétroliers (+78,2%) et de biens de production destinés à l'industrie alimentaire (+33,9%) ont augmenté.

En termes de volume, les importations totales ont fléchi de 9,1% d'un trimestre à l'autre, s'élevant à 342 202,6 tonnes contre 376 348,2 tonnes. Cette situation est essentiellement imputable au repli du volume importé de biens de production destinés à l'agriculture et élevage (-83,9%), de biens alimentaires (-10,5%), de biens de

production destinés à l'industrie métallurgique (-13,4%) et les textiles (-27,7%). Par contre, la quantité importée des produits pétroliers (+90,1%), des biens de production destinés à l'industrie alimentaire (+97,6%) et à la construction (+17,8%) a augmenté.

2.2.2. Balance des paiements

La balance des paiements du quatrième trimestre 2025 fait ressortir un élargissement du déficit du compte des transactions courantes par rapport au même trimestre de l'année précédente (-401 250,8 MBIF contre -218 587,9 MBIF). Ce déficit résulte principalement de l'aggravation du déficit du compte des biens (-529 013,9 MBIF contre -450 599,8 MBIF) et celui du compte des services (-219 408,5 MBIF contre -180 229,4 MBIF), combiné au repli de l'excédent structurel du compte des revenus secondaires de 14,4% au quatrième trimestre 2025, soit 358 401,7 MBIF contre 418 657,4 MBIF. Cette diminution des revenus secondaires est principalement imputable à la diminution des transferts nets au profit du secteur privé (-47 337,7 MBIF) de l'administration publique (-12 852,5 MBIF).

Le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 154 227,9 MBIF contre 102 188,4 MBIF au même trimestre de l'année précédente, soit une progression de 50,9%, imputable à l'augmentation des transferts nets sous forme de dons projets (+51 827,7 MBIF) au profit de l'administration publique.

Le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 154 175,8 MBIF contre 102 188,4 MBIF au même trimestre de l'année précédente, soit une progression de 50,9%, imputable à l'augmentation des transferts nets sous forme de dons projets (+51 491,6 MBIF) au profit de l'administration publique.

Tableau 9 : Balance des paiements (en MBIF)

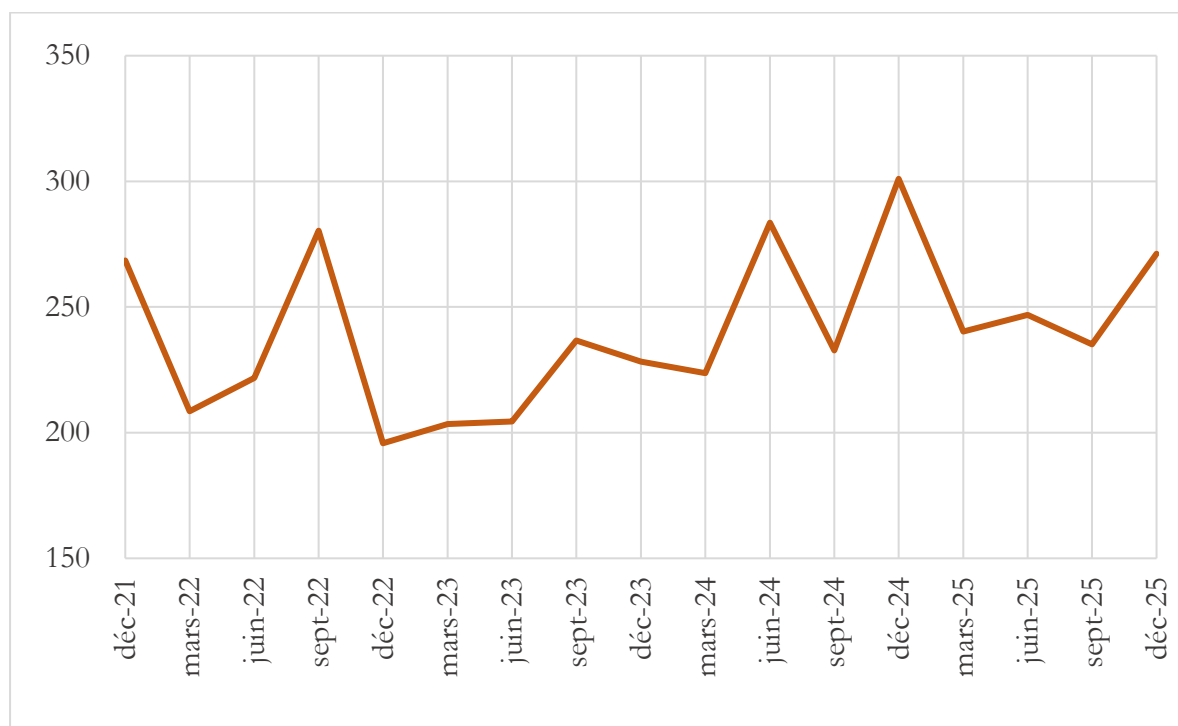
	T4-2024	T3-2025	T4-2025
COMPTE COURANT	-218 587,9	-443 325,4	-401 250,8
Crédit	811 124,7	833 376,1	814 486,1
Débit	1 029 712,7	1 276 701,4	1 215 736,9
Biens	-450 599,8	-637 999,6	-529 013,9
Exportations FOB	271 275,8	265 876,0	292 039,0
Importations FOB	721 875,6	903 875,6	821 052,9
Services	-180 229,4	-179 753,1	-219 408,5
Crédit	85 124,2	120 724,0	109 662,6
Débit	265 353,6	300 477,1	329 071,1
Revenus primaires	-6 416,2	-17 262,2	-11 230,0
Crédit	22 223,1	21 890,3	35 819,3
Débit	28 639,3	39 152,5	47 049,3
Revenus secondaires	418 657,4	391 689,5	358 401,7
Crédit	432 501,5	424 885,8	376 965,1
Débit	13 844,1	33 196,3	18 563,5
COMPTE DE CAPITAL	102 188,4	31 983,8	154 175,8
Crédit	102 498,0	34 725,1	157 437,1
Débit	309,6	2 741,3	3 261,3
<i>Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)</i>	<i>-116 399,58</i>	<i>-411 341,58</i>	<i>-247 074,99</i>
COMPTE FINANCIER			
<i>Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)</i>	<i>136 327,06</i>	<i>-640 154,63</i>	<i>-210 222,12</i>
Investissements directs	-3 427,1	-20 689,9	-29 319,1
Acquisition nette d'actifs financiers	15 565,0	959,1	3 868,2
Accroissement net de passifs	18 992,0	21 649,1	33 187,3
Investissements de portefeuille	-9 017,0	-14 140,4	-14 143,6
Acquisition nette d'actifs financiers	12,2	3,2	0,0
Accroissement net de passifs	9 029,2	14 143,6	14 143,6
Dérivés financiers et options sur titres	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-59 543,0	-627 834,6	-324 096,2
Acquisition nette d'actifs financiers	83 794,8	-13 908,0	66 694,5
Accroissement net de passifs	143 337,9	613 926,6	390 790,7
DROITS DE TIRAGES SPECIAUX (allocations DTS)	0,0	0,0	0,0
Avoirs de réserve	208 314,1	22 510,3	157 336,8
<i>Erreurs et omissions</i>	<i>252 726,6</i>	<i>-228 813,1</i>	<i>36 852,9</i>

Source : BRB

Le déficit du compte financier s'est creusé au quatrième trimestre 2025, atteignant 210 222,1 MBIF contre un excédent de 136 327,1 MBIF à la même période de 2024. Cette situation est principalement liée à l'élargissement du déficit des autres investissements, notamment les numéraires et dépôts (un déficit de 37 555,1 MBIF contre un excédent de 66 201,0 MBIF) et les crédits commerciaux (un déficit de 42 057,6 MBIF contre un excédent de 80 030,0 MBIF). Ainsi, les avoirs de réserves ont augmenté de 157 336,8 MBIF au quatrième trimestre 2025, contre une augmentation de 208 314,1 MBIF au quatrième trimestre 2024.

En glissement annuel, les paiements effectués vers l'étranger via le système bancaire ont diminué de 9,9% au quatrième trimestre 2025, s'établissant à 271,15 MUSD contre 301,00 MUSD au même trimestre de l'année précédente. En revanche, par rapport au trimestre précédent, ils ont progressé de 15,3%.

Graphique 5 : Evolution des paiements émis vers l'étranger (en millions de USD)



Source : BRB

2.3. Finances et dette publiques

2.3.1. Finances publiques

Au quatrième trimestre 2025, le déficit budgétaire s'est allégé par rapport au même trimestre de 2024, s'établissant à 32 794,7 MBIF contre 65 810,9 MBIF. Cet allègement est en liaison avec l'augmentation plus importante des recettes publiques (+43,5%) que des dépenses publiques (+34,8%).

En glissement annuel, les recettes courantes ont augmenté de 42,4% au quatrième trimestre 2025, s'élevant à 767 557,8 MBIF contre 539 058,9 MBIF, en liaison avec l'augmentation des recettes fiscales (+37,9%) et non fiscales (+71,6%). De même, les dons en capital ont augmenté de 49,5%, s'établissant à 153 680,0 MBIF contre 102 816,2 MBIF au quatrième trimestre 2024.

En glissement trimestriel, les recettes courantes ont augmenté de 6,9%, se situant à 767 557,8 MBIF contre 717 940,2 MBIF au trimestre précédent.

Tableau 10 : Opérations financières de l'Etat (en MBIF)

	T4- 2024	T3-2025	T4-2025
A. RECETTES ET DON	641 875,1	749 924,0	921 237,8
a. Recettes	539 058,9	717 940,2	767 557,8
Recettes courantes	539 058,9	717 940,2	767 557,8
b. Dons	102 816,2	31 983,8	153 680,0
en capital	102 816,2	31 983,8	153 680,0
B. DEPENSES	707 685,9	845 008,2	954 032,5
a. Dépenses courantes	477 174,7	495 565,7	536 188,6
Salaires	246 978,3	278 205,1	263 596,4
b. Dépenses en capital	230 511,2	349 442,5	417 843,9
Sur ressources nationales	123 505,5	314 951,2	261 265,4
Sur prêts et dons extérieurs	107 005,8	34 491,3	156 578,5
SOLDE GLOBAL DON COMPRIS (b. eng)	-65 810,9	-95 084,2	-32 794,7
Solde global base caisse	-368 413,4	-166 128,1	-110 230,2
C. FINANCEMENT (BASE CAISSE)	368 413,4	166 128,1	110 230,2
1. FINANCEMENT EXTERIEUR NET	-7 676,3	-8 722,7	-14 995,4
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	376 089,7	174 850,8	125 225,6
D. Erreurs et omission	-302 602,5	-71 043,9	-77 435,5

Source : MFBN

En glissement annuel, les dépenses totales ont augmenté de 34,8% au quatrième trimestre 2025, s'établissant à 954 032,5 MBIF contre 707 685,9 MBIF. Cette augmentation a porté principalement sur la hausse des dépenses en capital sur les ressources nationales qui ont plus que doublé (+137 760,0 MBIF), partiellement liée à la construction de divers immeubles à caractère communautaire, notamment les frais liés à la construction du chemin de fer.

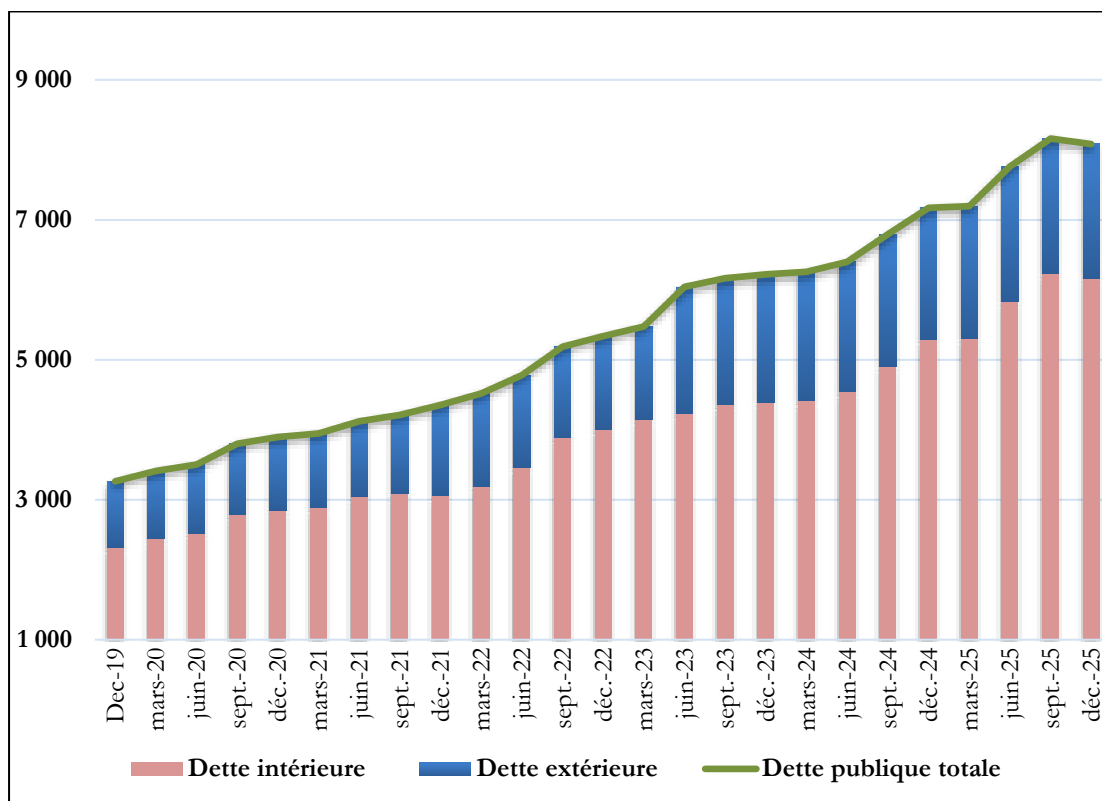
Par rapport au trimestre précédent, les dépenses totales ont augmenté de 12,9%, en liaison principalement avec l'augmentation des dépenses sur les achats des biens et services (+23 725,7 MBIF) et les subventions et autres transferts (+26 247,0 MBIF).

2.3.2. Dette publique

A fin décembre 2025, la dette publique totale s'est accrue de 12,9%, s'établissant à 8 083,6 Mrds de BIF contre 7 162,8 Mrds de BIF, suite à l'accroissement de la dette intérieure (+16,5%) et, dans une moindre mesure, de la dette extérieure (+2,5%). Par rapport à fin septembre 2025, l'encours de la dette a légèrement diminué de 1,0%.

Exprimée en pourcentage du PIB, la dette publique totale représente 45,5% contre 50,4% à la même période de l'année 2024. La limite fixée dans les critères de convergence macroéconomique de la CEA est 50% du PIB.

Graphique 6 : Evolution de la dette publique (en Mrds de BIF)



Source : BRB à partir des données du MFBEN

En glissement annuel, l'encours de la dette intérieure a augmenté de 24,9% à fin décembre 2025, s'établissant à 6 163,3 Mrds de BIF contre 5 289,6 Mrds de BIF et s'est accru de 2,2% par rapport à fin septembre 2025. Il représente 76,2% de la dette publique totale.

Quant à la dette extérieure, elle s'est accrue de 2,5% à fin décembre 2025, s'établissant à 1 920,5 Mrds de BIF contre 1 873,3 Mrds de BIF à fin décembre 2024, en liaison avec les nouveaux tirages (+19,2 2 Mrds de BIF) et les plus-values de réévaluation (+76,3 Mrds de BIF), partiellement contrebalancés par l'amortissement de la dette (48,4 Mrds de BIF).

Le service de la dette extérieure s'est élevé à 17,9 Mrds de BIF au quatrième trimestre 2025 contre 14,0 Mrds de BIF au trimestre précédent. Son ratio par rapport aux exportations des biens et services est de 4,5%, contre 3,4% au trimestre précédent.

2.4. Secteur monétaire

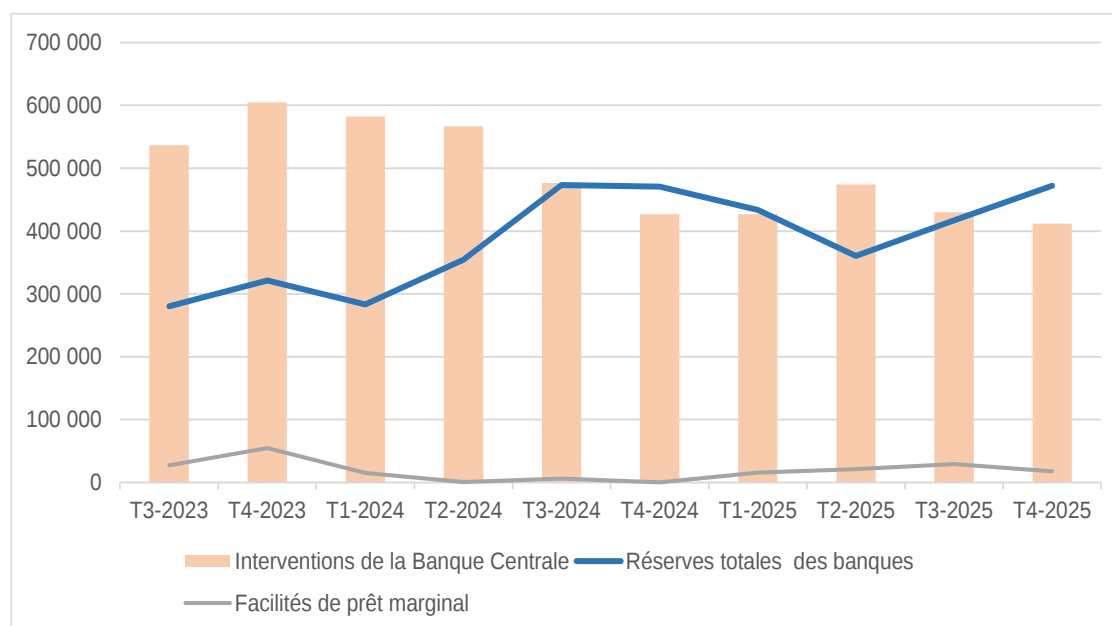
2.4.1. Réserves des banques et interventions de la BRB

Au cours du quatrième trimestre 2025, les réserves des banques en BIF ont augmenté, s'établissant à 472 076 MBIF contre 417 175 MBIF au troisième trimestre 2025 et 470 751 MBIF à la même période de l'année précédente.

L'encours du refinancement⁴ de la Banque Centrale aux banques commerciales en faveur des secteurs porteurs de croissance s'est établi à 384 384 MBIF contre 417 180 MBIF à fin du trimestre précédent et 458 451 MBIF enregistré à fin du quatrième trimestre 2024. Les banques ont également recouru à la facilité de prêt marginal pour un montant total de 35 675 MBIF au cours du quatrième trimestre 2025, contre 175 835 MBIF au trimestre précédent, tandis qu'aucune opération n'avait été enregistrée au quatrième trimestre 2024.

Au cours de la période sous analyse, la BRB n'a pas intervenu sur le marché monétaire d'apport ou de reprise de liquidité par appel d'offres normal, en vue d'encourager le dynamisme du marché interbancaire dont le volume total échangé a été de 1 965,3 Mrds de BIF au quatrième trimestre 2025 contre 1 679,2 Mrds de BIF au trimestre précédent et 409,2 Mrds de BIF au même trimestre de 2024.

Graphique 7 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

⁴ Cet encours de montant de refinancement exclu ceux alloué à la BNDE qui n'est pas assujetti à la constitution des réserves obligatoires.

2.4.2. Taux d'intérêt

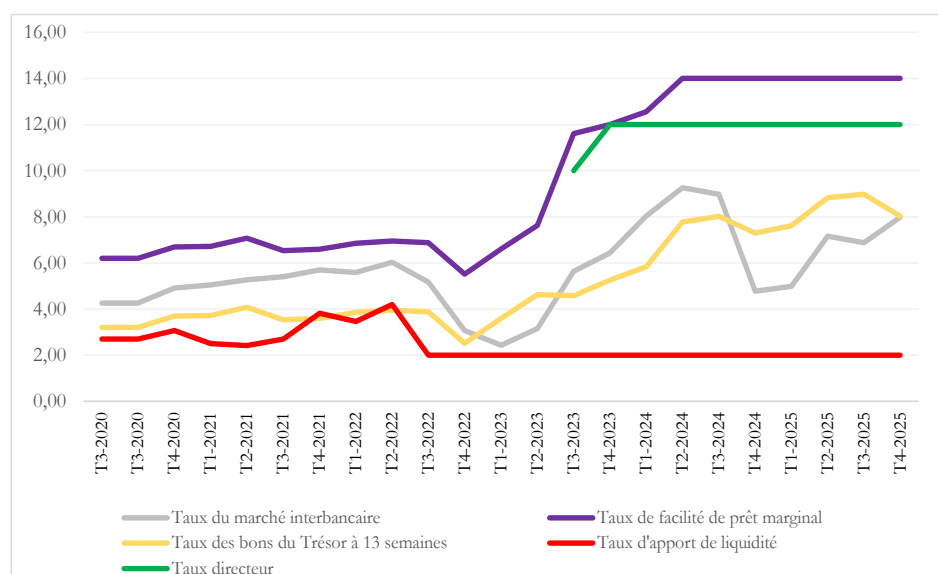
2.4.2.1. Taux d'intérêt du marché monétaire

Au quatrième trimestre 2025, la BRB a maintenu le taux directeur à 12,0%, estimant que les pressions inflationnistes persistent. En conséquence, le taux de facilité de prêt marginal, obtenu par majoration du taux directeur de 2 points de pourcentage, est resté fixé à 14,0%.

Le niveau de taux de directeur doit également servir de taux minimum pour les opérations d'apport normal de liquidité, bien qu'aucune opération n'ait été effectuée au cours de la période sous analyse dans le but d'encourager le dynamisme du marché interbancaire. Le taux des opérations d'apport de liquidité dans le cadre de la politique de refinancement spécial dédié aux secteurs porteurs de croissance est resté fixé à 2,0%.

Les autres taux du marché monétaire ont évolué différemment par rapport au troisième trimestre 2025. En effet, le taux moyen pondéré du marché interbancaire a augmenté, passant de 6,87% à 7,99% tandis que celui des bons du Trésor à 13 semaines a reculé, revenant de 8,98% au trimestre précédent à 8,03% au quatrième trimestre 2025.

Graphique 8 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en%)



Source : BRB

2.4.2.2. Taux d'intérêt du secteur bancaire

L'évolution des taux d'intérêt appliqués par les banques commerciales est contrastée au quatrième trimestre 2025, en glissement trimestriel qu'en glissement annuel.

À fin décembre 2025, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur a augmenté à 14,39% contre 14,25% à fin septembre 2025 et 13,70% à fin décembre 2024.

Par rapport aux échéances crédits, le taux d'intérêt moyen pondéré débiteur a augmenté de 22 points de base pour les crédits à court terme (15,75% contre 15,53%), de 6 points de base pour les crédits à long terme (12,78% contre 12,72%) tandis qu'il s'est stabilisé à 13,42% pour les crédits à moyen terme, au quatrième trimestre 2025. De même, en glissement annuel, ce taux a augmenté de 76 points de base pour les crédits à court terme, de 67 points de base pour les crédits à moyen terme et de 79 points de base pour les crédits à long terme.

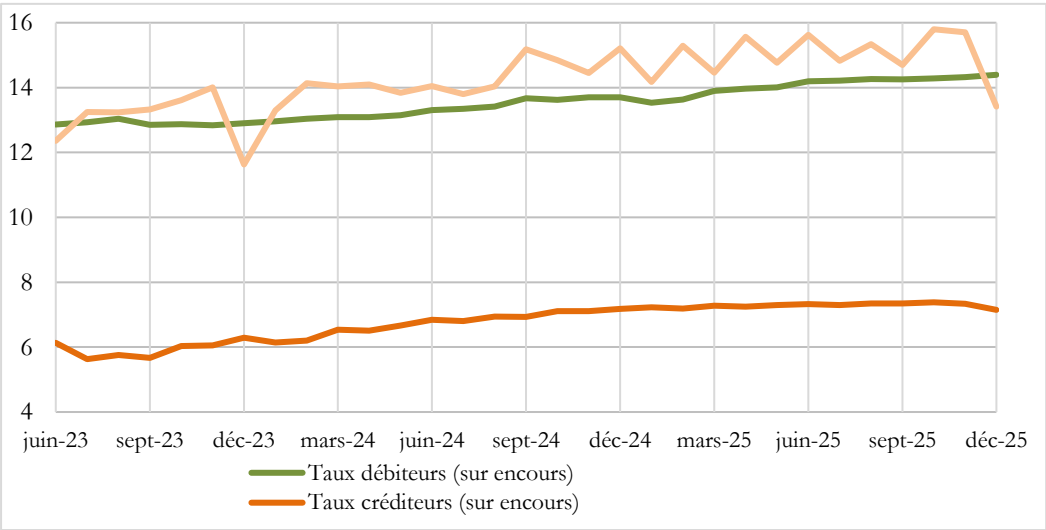
Tableau 11 : Taux d'intérêts moyens pondérés débiteurs (sur encours)

Taux moyens pondérés débiteurs à fin de période				Taux moyens pondérés créditeurs à fin de période			
	déc.-24	sept.-25	déc.-25		déc.-24	sept.-25	déc.-25
Court terme	14,99	15,53	15,75	Dépôts à vue	4,99	4,98	3,35
Moyen terme	12,75	13,42	13,42	Comptes sur livrets	5,06	4,90	4,97
Long terme	11,99	12,72	12,78	Dépôts à terme	7,27	7,44	7,44
Moyenne générale	13,70	14,25	14,39	Moyenne générale	7,18	7,34	7,15

Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen sur les crédits distribués au quatrième trimestre 2025 a augmenté de 13 points de base, en glissement annuel, passant de 14,64% au quatrième trimestre 2024 à 14,77%. Toutefois, par rapport au trimestre précédent, ce taux a baissé de 20 points de base.

Graphique 9 : Taux d'intérêt moyen débiteur et créditeur (en%)



Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen pondéré créditeur (sur encours) a baissé au quatrième trimestre 2025, se fixant à 7,15% à fin décembre 2025 contre 7,34% à fin septembre 2025 et 7,18% à fin décembre 2024. Cette évolution du taux créditeur a principalement résulté de la baisse du taux d'intérêt sur les dépôts à vue. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré sur les dépôts à vue a baissé, s'établissant à 3,35% à fin décembre 2025 contre 4,98%, à fin septembre 2025 et 4,99% à fin décembre 2024.

Le taux moyen appliqué aux comptes sur livrets a légèrement augmenté en glissement trimestriel, passant de 4,90% à fin septembre 2025 à 4,97% à fin décembre 2025 tandis qu'il a diminué de 9 points de base en glissement annuel. Le taux d'intérêt sur les dépôts à terme s'est maintenus à un niveau stable (7,44%), en glissement trimestriel tandis qu'il a augmenté de 17 points de base en glissement annuel.

2.4.3. Base monétaire

A fin décembre 2025, la base monétaire s'est établie à 2 424,6 Mrds de BIF, contre 2 371,5 Mrds de BIF à fin septembre 2025 et 2 240,9 Mrds de BIF à fin décembre 2024. Elle a enregistré une progression trimestrielle de 2,2% et une hausse annuelle de 8,2%.

Cette évolution trimestrielle (2,2%) de la base monétaire traduit une expansion modérée de la monnaie banque centrale, résultant principalement d'une amélioration des avoirs extérieurs nets (6,7 points de pourcentage) partiellement compensée par un repli des avoirs intérieurs nets (-4,4 points de pourcentage). Cette contribution trimestrielle négative confirme la réduction du financement monétaire net du Trésor, résultant d'une gestion prudente et coordonnée des politiques monétaires et budgétaire durant le trimestre sous revue.

En glissement annuel, la croissance de la base monétaire (8,2%) a principalement résulté des avoirs intérieurs nets (7,4 points de pourcentage) à travers les autres créances.

Tableau 12 : Contribution à la croissance de la base monétaire (en points de pourcentage)

	Trimestrielle	Annuelle
Avoirs extérieurs nets	6,7	0,8
Avoirs intérieurs nets	-4,4	7,4
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	-6,5	-0,6
Créances sur les autres institutions de dépôts	-1,5	-4,3
Autres créances	3,5	12,2
Base monétaire = Contreparties (en %)	2,2	8,2

Source : BRB

Les avoirs extérieurs nets se sont améliorés, bien qu'ils demeurent négatifs, pour atteindre -529,9 Mrds de BIF à fin décembre 2025, contre -687,9 Mrds de BIF à fin septembre 2025 et -548,2 Mrds de BIF à fin décembre 2024. Ils enregistrent une hausse annuelle de 3,3% et une hausse trimestrielle de 23,0%, contribuant positivement à l'expansion de la base monétaire sur la période.

Les avoirs intérieurs nets ont reculé de 3,4% en glissement trimestriel (2 954,5 Mrds de BIF à fin décembre 2025, après 3 059,4 Mrds de BIF à fin septembre 2025) tandis qu'ils ont augmenté de 5,9% en glissement annuel. Ce repli trimestriel reflète une contraction modérée des crédits intérieurs nets, atténuant partiellement l'effet expansif de la base monétaire.

En effet, les créances nettes sur l'Administration centrale se sont établies à 1 793,0 Mrds de BIF, en diminution de 7,9% sur le trimestre, tout en restant quasiment stables sur un an (-0,7%). De même, les créances sur les autres institutions de dépôts ont baissé de 8,4%, en glissement trimestriel et de 20,3%, en glissement annuel, pour se situer à 378,5 Mrds de BIF à fin décembre 2025 contre 474,9 Mrds de BIF douze mois avant. Cette évolution est le résultat du remboursement progressif du principal restant dû sur le refinancement des secteurs porteurs de croissance pendant que les nouveaux déblocages sont suspendus à l'exception du secteur agro pastorale. Au contraire, les autres créances ont augmenté pour atteindre 783,0 Mrds de BIF, en hausse de 11,9% sur le trimestre et de 53,9%, en glissement annuel.

Tableau 13 : Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	déc.-24	sept.-25	déc.-25	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	1 172,6	1 356,6	1 425,7	5,1	21,6
Dépôts des autres institutions de dépôts	782,7	813,8	807,6	-0,8	3,2
Dépôts des autres sociétés financières	3,0	0,9	4,2	379,2	40,2
Dépôts divers	282,5	200,2	187,1	-6,6	-33,8
Base monétaire = Contreparties	2 240,9	2 371,5	2 424,6	2,2	8,2
Avoirs extérieurs nets	-548,2	-687,9	-529,9	23,0	3,3
Avoirs intérieurs nets	2 789,1	3 059,4	2 954,5	-3,4	5,9
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	1 805,6	1 946,7	1 793,0	-7,9	-0,7
Créances sur les autres institutions de dépôts	474,9	413,0	378,5	-8,4	-20,3
Autres créances	508,7	699,7	783,0	11,9	53,9

Source : BRB

L'augmentation trimestrielle et annuelle de la base monétaire a principalement porté sur les billets et pièces en circulation. En effet, les billets et pièces en circulation ont atteint 1 425,7 Mrds de BIF à fin décembre 2025, en hausse de 5,1% en glissement trimestriel et de 21,6% en glissement annuel.

Cette évolution reflète une augmentation soutenue de la demande de monnaie fiduciaire, traduisant la persistance d'une forte préférence du cash pour motif de précaution et des paiements en espèces dans l'économie. Les dépôts des autres institutions de dépôts ont légèrement baissé de 0,8% en glissement trimestriel tandis qu'ils ont augmenté de 3,2% en glissement annuel, passant de 782,7 Mrds de BIF à fin décembre 2024 à 807,6 Mrds de BIF à fin décembre 2025. Les dépôts divers se sont inscrits en baisse pour s'établir à 187,1 Mrds de BIF à fin décembre 2025, en recul de 6,6% sur le trimestre et de 33,8% en glissement annuel.

Ainsi, le poids des composantes de la base monétaire a changé. A fin décembre 2025, les billets et pièces en circulation représentent 58,8% de la base monétaire contre 52,3% une année avant et 57,2% à fin septembre 2025, les dépôts des autres institutions de dépôts représentent 33,3% contre à 34,3% à fin septembre 2025 et 34,9% à fin décembre 2024. Le poids des dépôts divers a reculé à 7,7% contre 8,4% trois mois avant et 12,6% en décembre 2024.

2.4.4. Masse monétaire et contreparties

La masse monétaire (M3) s'est accrue de 6,1% en glissement trimestriel et de 19,8% en glissement annuel, passant de 6 683,6 Mrds de BIF à fin décembre 2024 à 8 005,1 Mrds de BIF à fin décembre 2025. Cette évolution résulte de la création monétaire essentiellement d'origine interne, partiellement contrebalancée par une contribution négative des avoirs extérieurs nets. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué de 7,1 points de pourcentage à la croissance (6,1%) trimestrielle de M3 et de 27,2 points de pourcentage à sa croissance annuelle (19,8%).

La croissance trimestrielle de la masse monétaire s'explique par une forte contribution du crédit intérieur (7,0 points de pourcentage), en particulier des créances sur l'économie (4,5 points de pourcentage). Les créances nettes sur l'Administration Centrale ont également contribué positivement à l'évolution trimestrielle de la masse monétaire (2,4 points de pourcentage) principalement imputable à l'augmentation des crédits accordés par les autres institutions de dépôts via les bons et obligation du Trésor (4,5 points de pourcentage) tandis que la contribution directe de la banque centrale est demeurée contenue (-2,0 points de pourcentage).

Tableau 14 : Contribution des contreparties à la croissance de M3 (en points de pourcentage)

	Contribution à la croissance de M3	
	Trimestrielle	annuelle
AEN	-1,1	-7,4
AIN	7,1	27,2
Crédit Intérieur	7,0	31,1
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	2,4	11,3
dont: Banque centrale	-2,0	-0,2
Autres institutions de dépôts	4,5	11,4
Créances sur l'économie	4,5	19,8
Autres postes nets	0,2	-3,9
M3 (%)	6,1	19,8

Source : BRB

Les créances sur l'économie ont augmenté de 5,2% en glissement trimestriel et de 23,5%, en glissement annuel, passant de 5 632,3 Mrds de BIF à fin décembre 2024 à 6 956,9 Mrds de BIF à fin décembre 2025. Les créances nettes sur l'administration centrale se sont établies à 4 504,7 Mrds de BIF à fin décembre 2025, en augmentation de 4,2%, en glissement trimestriel et de 20,1%, en glissement annuel, principalement tirée par les autres institutions de dépôts, tandis que le crédit net de la banque centrale à l'Etat a baissé en glissement trimestriel (-7,9%) et annuel (-0,7%).

Les avoirs extérieurs nets se sont détériorés de 4,4% sur le trimestre sous revue et de 33,8% en glissement annuel, passant de -1 459,0 Mrds de BIF à fin décembre 2024 à -1 952,1 Mrds de BIF à fin décembre 2025. Les autres postes nets se sont presque stabilisés en glissement trimestriel et ont baissé de 21,3% en glissement annuel pour s'établir à -1 504,4 Mrds de BIF à fin décembre 2025.

Tableau 15 : Masse monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	déc.-24	sept.-25	déc.-25	variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Circulation fiduciaire hors institutions de dépôts	1 045,4	1 174,9	1 251,2	6,5	19,7
Dépôts à vue	3 419,0	3 895,5	4 156,5	6,7	21,6
Dépôts à terme et d'épargne	1 623,0	1 819,4	1 857,7	2,1	14,5
Dépôts en devises des résidents	596,1	657,0	738,6	12,4	23,9
Titres émis par les institutions de dépôts (*)	-	1,0	1,0	0,0	-
Masse Monétaire (M3)= Contreparties	6 683,6	7 547,9	8 005,1	6,1	19,8
AEN	-1 459,0	-1 870,7	-1 952,1	-4,4	-33,8
AIN	8 142,6	9 418,6	9 957,2	5,7	22,3
Crédit Intérieur	9 383,1	10 936,5	11 461,6	4,8	22,2
Créances nettes sur l'Adm. Centrale	3 750,8	4 321,6	4 504,7	4,2	20,1
dont: Banque centrale	1 805,6	1 946,7	1 793,0	-7,9	-0,7
Autres institutions de dépôts	1 914,4	2 338,5	2 679,0	14,6	39,9
Créances sur l'économie	5 632,3	6 614,9	6 956,9	5,2	23,5
Autres postes nets	-1 240,5	-1 518,0	-1 504,4	0,9	-21,3

Source :BRB**(*) : détenus par les secteurs détenteurs de monnaie**

Au niveau des composantes de la masse monétaire (M3), la croissance de M3 a principalement porté sur l'ensemble des agrégats monétaires. La circulation fiduciaire hors institutions de dépôts s'est établie à 1 251,2 Mrds de BIF à fin décembre 2025 après avoir augmenté de 19,7% sur les douze mois et de 6,5% sur le trimestre sous analyse. Les dépôts à vue s'élèvent à 4 156,5 Mrds de BIF à fin décembre 2025, en hausse de 6,7% sur le trimestre et de 21,6% sur un an.

Cette évolution des composantes de la masse monétaire met en évidence une préférence accrue des agents économiques pour la liquidité. La forte progression des dépôts à vue et de la circulation fiduciaire hors banque traduit une augmentation des encaisses transactionnelles, en partie liée à l'intensification des échanges économiques dans un contexte de faible exploitation de moyens alternatifs de paiement.

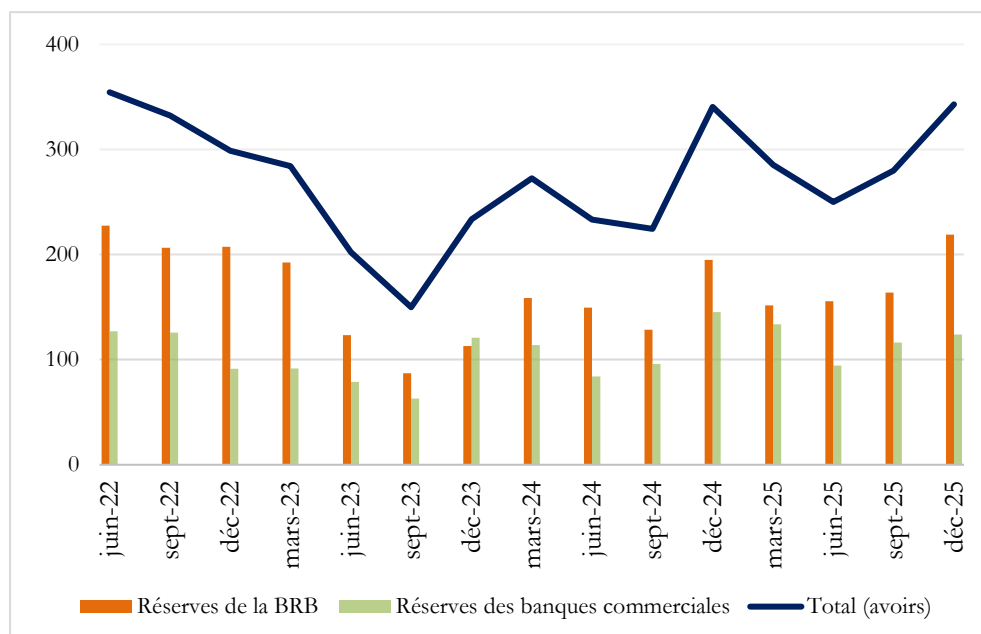
Les dépôts à terme et d'épargne se sont établis à 1 857,7 Mrds de BIF à fin décembre 2025, en augmentation trimestrielle et annuelle de 2,1% et 14,5%, respectivement. Les dépôts en devises des résidents ont enregistré une croissance marquée (12,4% en glissement trimestriel et 23,9% sur un an), reflétant des arbitrages de portefeuille en faveur des avoirs libellés en devises. En effet, les dépôts en devises des résidents ont augmenté, passant de 596,1 Mrds de BIF à fin décembre 2024 à 738,6 Mrds de BIF à fin décembre 2025.

2.4.5. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

Les avoirs extérieurs du secteur bancaire ont augmenté de 22,6%, en glissement trimestriel, s'établissant à 343,0 MUSD à fin décembre 2025 contre 279,9 MUSD à fin septembre 2025 tandis qu'ils se sont presque stabilisés, en glissement annuel par rapport à leur niveau de l'année précédente (340,3 MUSD). Cette évolution résulte

principalement de la progression des réserves de la Banque centrale, qui se sont établies à 219,0 millions USD à fin décembre 2025, en hausse de 12,3% en glissement annuel et de 33,7% par rapport à fin septembre 2025.

Graphiques 10 : Evolution des avoirs extérieurs (en MUSD)



Source : BRB

Les avoirs extérieurs des banques commerciales se sont accrus de 6,8% en glissement trimestriel tandis qu'ils ont baissé, en glissement annuel, passant de 145,3 MUSD à fin décembre 2024 à 124,1 MUSD à fin décembre 2025.

Les réserves officielles de change ont augmenté de 34,3% sur le trimestre sous revue, pour s'élever à 216,1 MUSD à fin décembre 2025 contre 160,9 MUSD à fin septembre 2025 tandis qu'elles se sont accrues de 13,0% en glissement annuel.

Exprimées en mois d'importations de biens et services, les réserves officielles de change sont passées de 1,6 mois d'importations à fin décembre 2024 à 2,06 mois à fin décembre 2025, traduisant une amélioration de la capacité de couverture des besoins extérieurs. Toutefois, ce niveau de couverture reste inférieur à la norme fixée dans les critères de convergence macroéconomique des pays de la CEA de 4,5 mois d'importations de biens et services.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

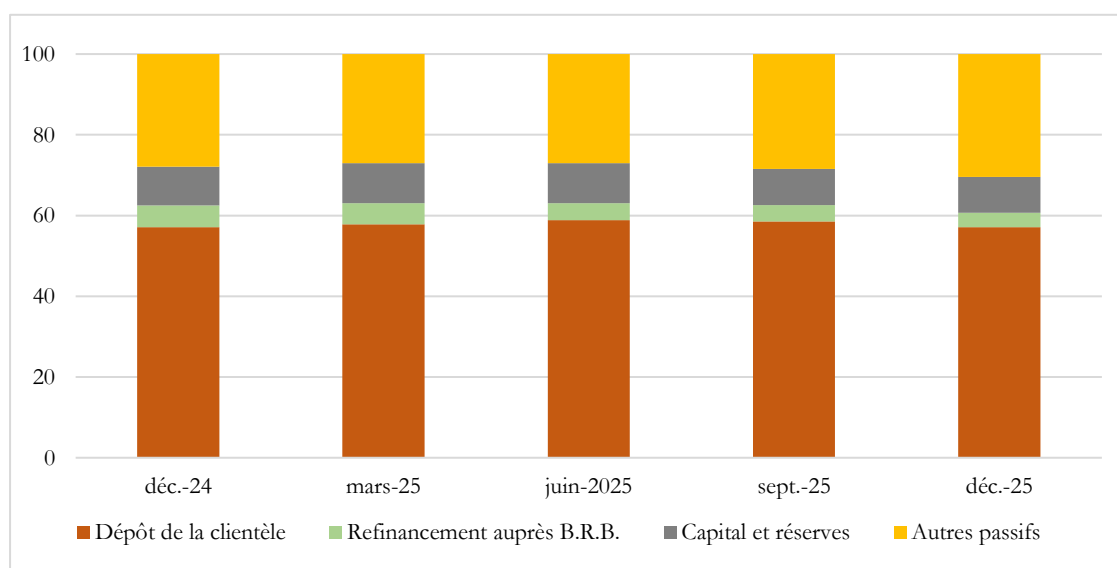
A la fin du quatrième trimestre de 2025, le bilan agrégé du secteur bancaire a augmenté de 25,9% en glissement annuel et de 3,4% en glissement trimestriel, entraîné par l'accroissement des dépôts de la clientèle au niveau du passif qui ont influencé la hausse des crédits à l'économie au niveau de l'actif. Le ratio de solvabilité a baissé sur une base annuelle.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 25,9% à fin décembre 2025, s'établissant à 6 574,9 Mrds de BIF contre 5 222,3 Mrds de BIF à la période correspondante de l'année précédente. Par contre, les refinancements des établissements de crédit auprès de la Banque Centrale ont baissé de 17,3% en glissement annuel, s'établissant à 409,0 Mrds de BIF à fin décembre 2025 contre 494,8 Mrds de BIF à la période correspondante en 2024. D'une fin de trimestre à l'autre, les dépôts de la clientèle ont augmenté de 0,8% et les refinancements des établissements de crédit auprès de la BRB ont quant à eux diminué de 7,7%.

Graphique 11 : Répartition des ressources (% du total)

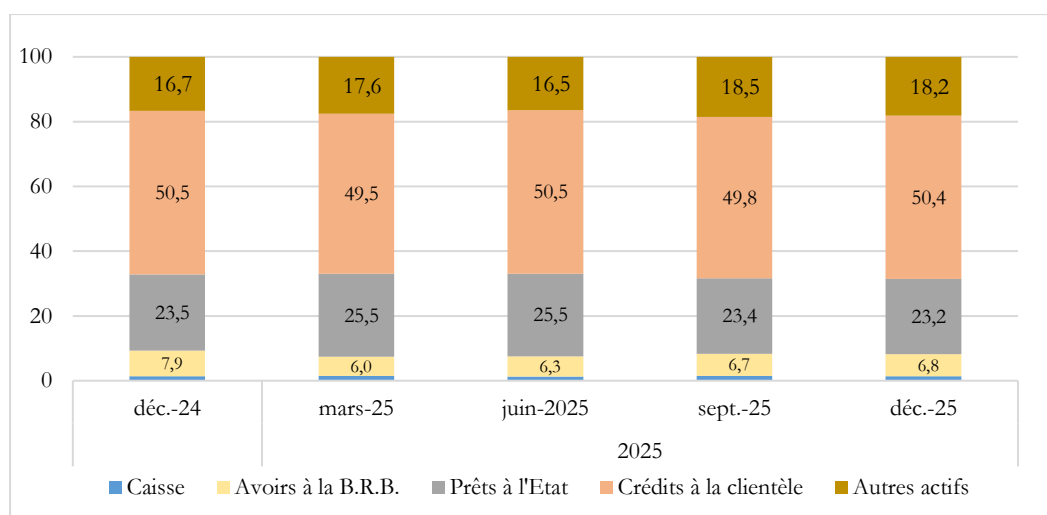


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les prêts à l'économie se sont accrus de 25,4% en glissement annuel, s'établissant à 5 799,2 Mrds de BIF contre 4 622,9 Mrds de BIF à fin décembre 2024. Sur une base trimestrielle, ils ont augmenté de 4,6%. Le montant des Bons et Obligations du Trésor a augmenté de 23,1% en glissement annuel, s'établissant à 2 334,8 Mrds à fin décembre 2025 contre 1 897,0 Mrds de BIF à la période correspondante en 2024. De même, par rapport à fin septembre 2025, ils ont augmenté de 3,2%.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (% du total)



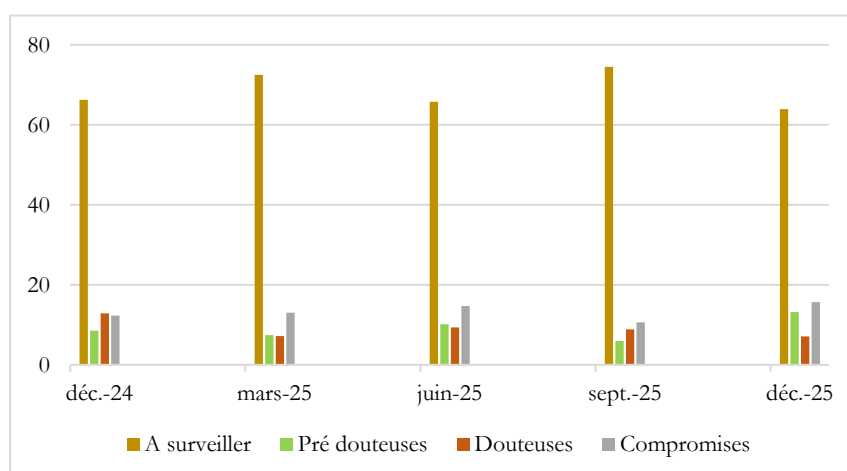
Source : BRB

2.5.2. Stabilité Financière

2.5.2.1. Qualité du portefeuille crédit

Les prêts non performants ont augmenté de 14,3% en glissement annuel et de 39,8% en glissement trimestriel. Ils se sont établis à 239,4 Mrds de BIF à fin décembre 2025 contre 171,2 Mrds de BIF en 2024. La proportion des créances non performantes dans le total des créances impayées a augmenté de 2,3 points de pourcentage sur une base annuelle et de 8,7 points de pourcentage sur une base trimestrielle, s'établissant à 25,5%. Les créances à surveiller se sont établies à 74,5% du total des prêts impayés à fin décembre 2025 contre 65,8% à fin décembre 2024.

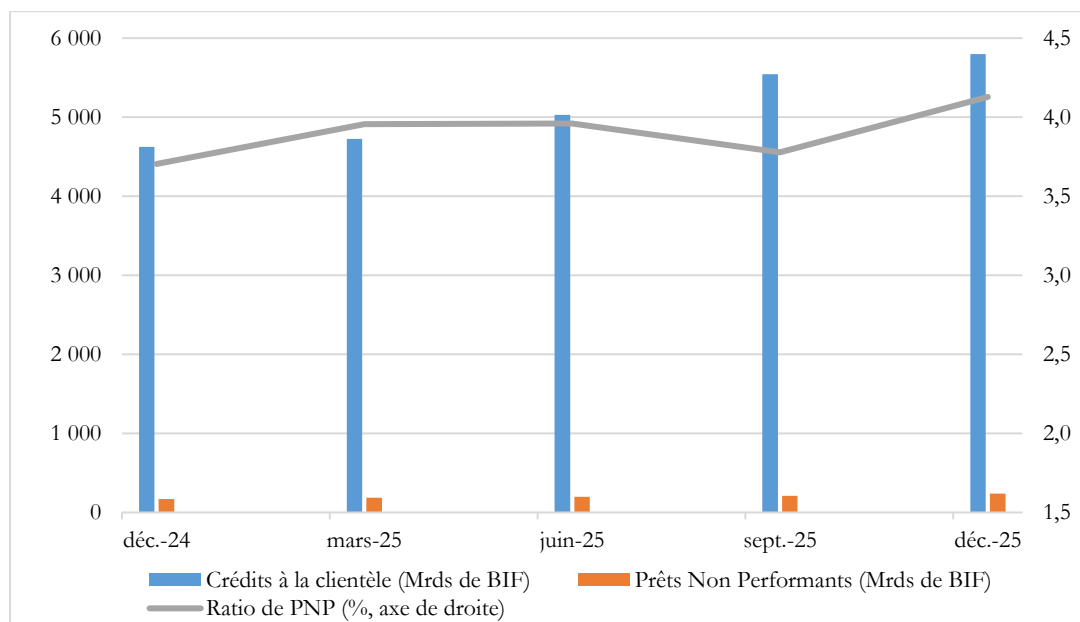
Graphique 13 : Créances impayées par classe (% du total)



Source : BRB

En glissement annuel, la qualité du portefeuille crédits s'est légèrement détériorée, s'établissant à 4,1% à fin décembre 2025 contre 3,7% à fin décembre 2024 et 3,8% à fin septembre 2025.

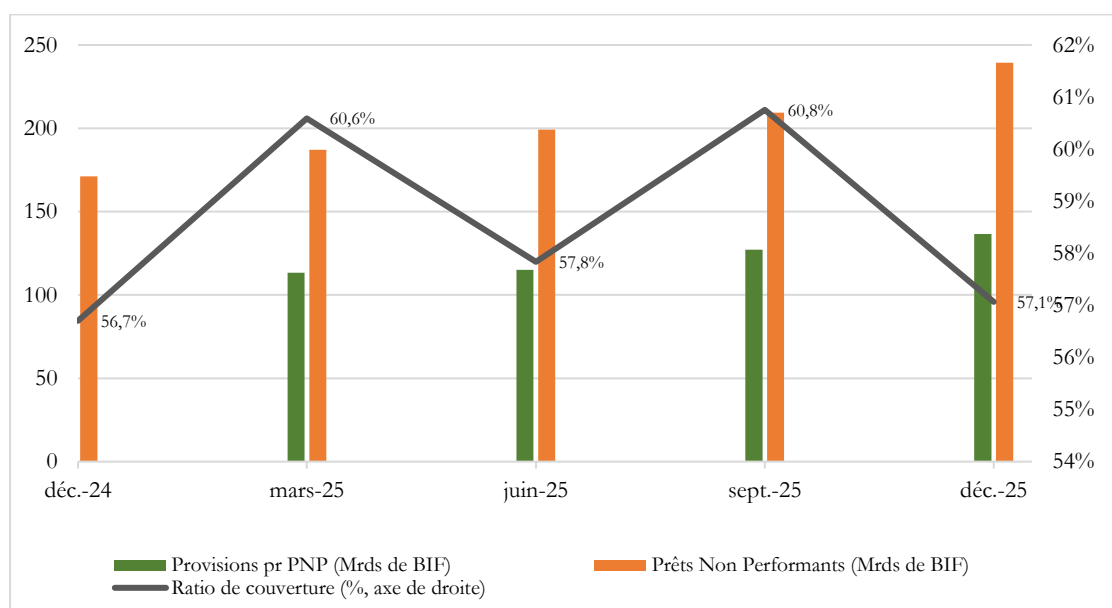
Graphique 14 : Ratio des prêts non performants



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a augmenté, s'établissant à 57,1% à fin décembre 2025 contre 56,7% à fin décembre 2024. A fin septembre 2025, ce ratio était de 60,8%.

Graphique 15 : Provisions et taux de couverture

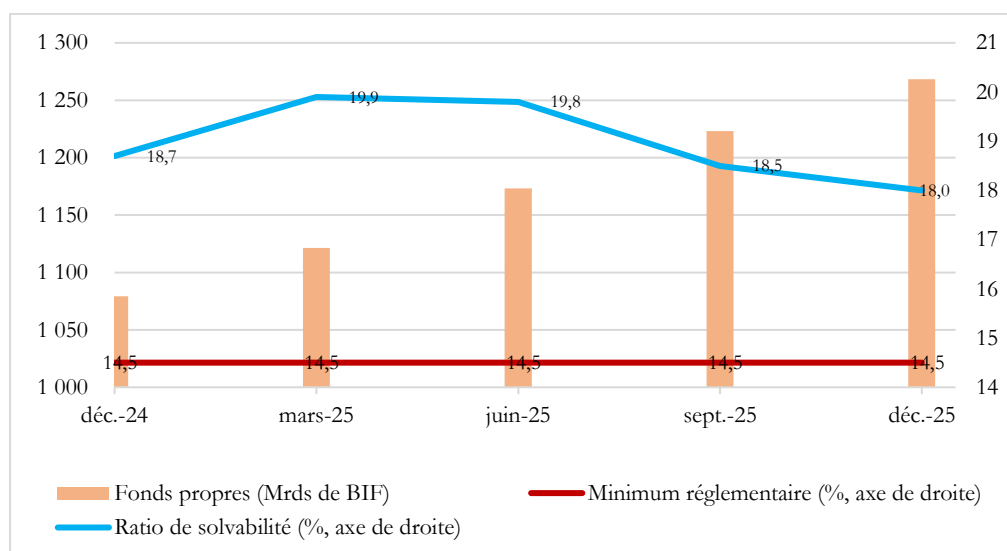


Source : BRB

2.5.2.2. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 17,5% en glissement annuel et de 3,7% sur une base trimestrielle. Ils ont atteint 1 268,3 Mrds de BIF à fin décembre 2025 contre 1 223,1 Mrds de BIF à fin septembre 2025 et 1 079,3 Mrds de BIF à fin décembre 2024. Le ratio de solvabilité globale a diminué, s'établissant à 17,9% à fin décembre 2025 contre 18,5% à fin septembre 2025 et 18,7% à fin décembre 2024.

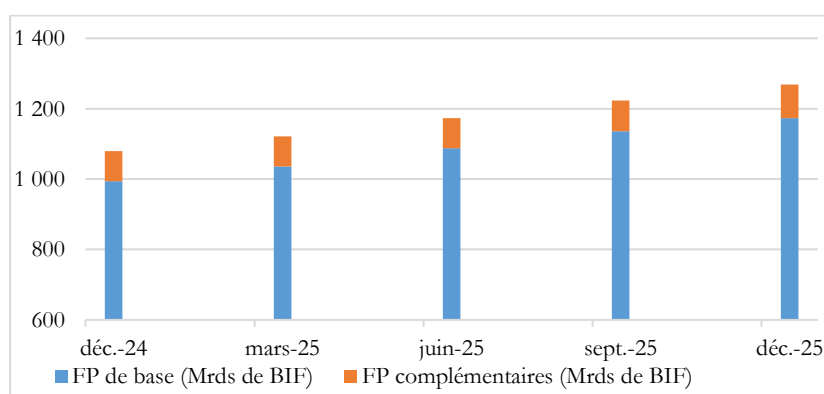
Graphique 16 : Fonds propres et ratio de solvabilité



Source : BRB

A fin décembre 2025, les fonds propres de base ont augmenté de 18,1% sur une base annuelle, se fixant à 1 173,6 Mrds de BIF contre 993,8 Mrds de BIF à la même période de 2024. Ils ont augmenté de 3,3% par rapport à fin septembre 2025.

Graphique 17 : Structure des fonds propres (en Mrds de BIF)



Source : BRB

2.5.2.3. Rentabilité du secteur bancaire

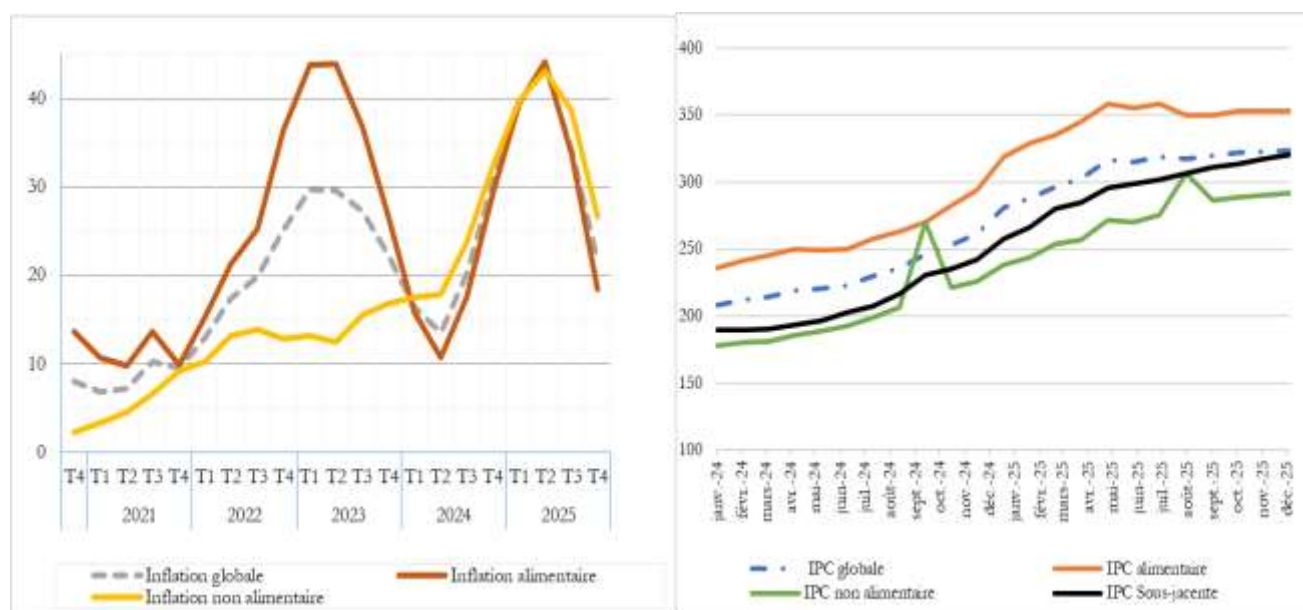
Le produit net bancaire s'est accru de 24,8% en glissement annuel, se fixant à 739,7 Mrds de BIF à fin décembre 2025 contre 592,9 Mrds de BIF à fin décembre 2024. De même, le résultat net a augmenté de 17,2%, se fixant à 250,5 Mrds de BIF contre 213,8 Mrds de BIF à fin décembre 2024. Les rendements moyens des fonds propres (ROE) ont légèrement diminué, s'établissant à 19,75% à fin décembre 2025 contre 19,81% à fin décembre 2024. Aussi, celui des actifs (ROA) a légèrement diminué s'établissant à 2,2% contre 2,3% à fin décembre 2024.

2.6. Evolution et perspectives d'inflation

2.6.1. Evolutions récentes

Au quatrième trimestre 2025, l'inflation globale a diminué, s'établissant à 21,7% en moyenne trimestrielle, contre 34,2% au trimestre précédent. Cette diminution est liée à la fois à l'inflation alimentaire (18,4% contre 33,7%) et non alimentaire (26,6% contre 38,6%).

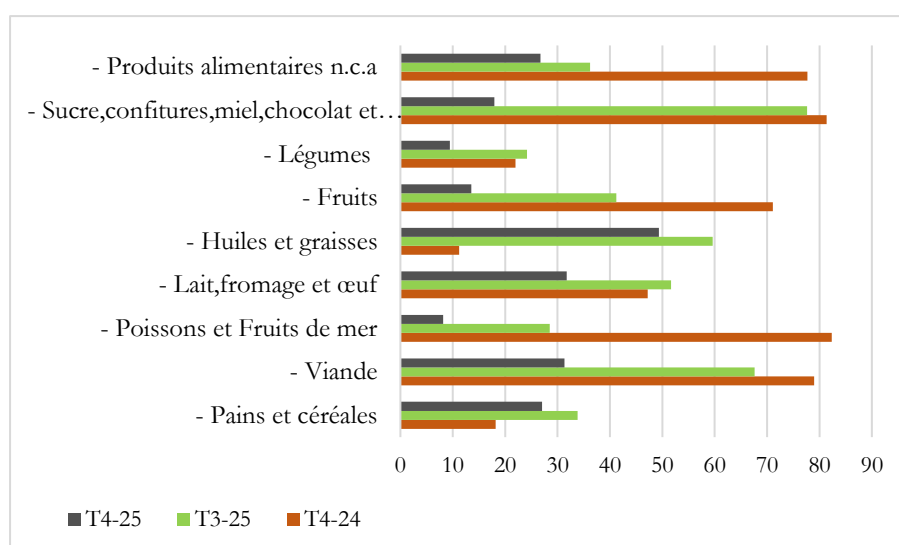
Graphique 18 : Inflation par principales composantes (en%)



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

La diminution de l'inflation alimentaire est essentiellement tirée par la baisse des prix des principaux produits des sous rubriques : « pains et céréales » (27,0% contre 33,9%), « viande » (31,3% contre 67,6%), « poissons et fruit de mer » (8,1% contre 28,5%), « fruits » (13,6% contre 41,2%), « lait, fromage et œufs » (31,8% contre 51,7%), « huiles et graisses » (49,3% contre 59,6%), « légumes » (9,4% contre 24,2%), « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (17,9% contre 77,7%) et « produits alimentaires n.c.a » (26,8% contre 36,2%).

Graphique 19 : Inflation alimentaire par produit en moyenne trimestrielle

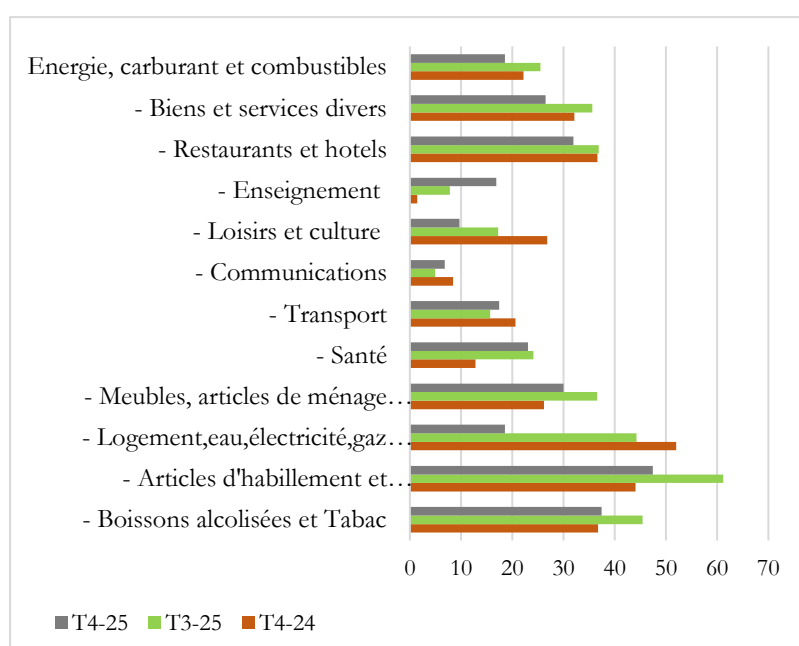


Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

La diminution de l'inflation non alimentaire est principalement tirée par la baisse des prix des produits des sous rubriques « Boissons alcoolisées et tabac » (37,4% contre 45,5%), « Articles d'habillement et articles chaussants » (47,4% contre 61,2%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (18,6% contre 44,3%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (30,0% contre 36,6%), « Loisirs et culture » (9,7% contre 17,2%) et « Restaurants et hôtels » (31,9% contre 36,9%).

L'inflation de l'énergie, carburant et combustibles s'est établie à 18,6% contre 25,5% au troisième trimestre 2025.

Graphique 20 : Inflation non alimentaire par produit



Source : BRB, à partir des données de l'INSBU

Quant à l'inflation sous-jacente, elle a baissé au cours du quatrième trimestre 2025 tout en restant élevée, s'établissant à 29,3% contre 40,3% au trimestre précédent.

2.6.2. Perspectives d'inflation

Les perspectives du premier trimestre 2026 font état d'un ralentissement dans toutes les composantes de l'inflation après une période marquée par une forte volatilité. L'inflation globale est attendue à 11,3% au premier trimestre 2026, en ralentissement par rapport à celle enregistrée au quatrième trimestre de l'année 2025 (21,7%). Ce recul de l'inflation est porté par le resserrement monétaire et une atténuation des pressions sur le marché des changes. Au niveau des composantes, l'inflation alimentaire se situerait à 5,9% pendant que l'inflation sous-jacente devrait s'établir à 16,4%. Quant à l'inflation énergétique, elle est attendue à 15,3%.

MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Le contexte national est resté marqué par un repli des tensions inflationnistes au quatrième trimestre 2025, bien que le niveau des prix reste élevé. Les perspectives économiques restent sujettes aux chocs internes et externes, bien qu'il s'est observé des évolutions positives. La BRB reste engagée à poursuivre la mise en œuvre des réformes de politique monétaire et de change visant la stabilité des prix et du système financier, tout en contribuant à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

A cet effet, la Banque de la République du Burundi prend les mesures suivantes pour la période à venir :

- ❖ Baisser le taux directeur de 200 points de base qui passe de 12% à 10% ;
- ❖ Poursuivre la modernisation du marché interbancaire pour accroître sa transparence ;
- ❖ Assurer un suivi strict du rapatriement des recettes d'exportation conformément à la réglementation de changes en vigueur, en veillant à leur gestion transparente en vue de soutenir les initiatives du Gouvernement visant la diversification des sources des devises ;
- ❖ Maintenir une communication régulière avec tous les acteurs économiques.

ANNEXES

Annexe1 : PIB par branche d'activité (au prix de 2005)

	2021	2022	2023	2024	2025(est)	2026(proj)
Secteur primaire	3,4%	2,1%	0,5%	2,6%	2,1%	7,8%
- Agriculture vivrière	5,2%	1,9%	-0,8%	1,4%	4,8%	3,5%
- Agriculture d'exportation	21,2%	6,5%	5,8%	9,9%	-17,4%	49,3%
- Café	-17,7%	66,2%	-21,1%	35,4%	-21,4%	80,0%
- Thé	92,4%	-40,4%	62,2%	-17,5%	-10,9%	3,0%
- Autres cultures d'exportation	149,7%	-54,0%	299,7%	0,0%	1,1%	3,0%
- Forêt	1,1%	1,3%	5,8%	5,9%	1,8%	1,9%
- Elevage	-78,6%	-26,3%	55,7%	13,0%	3,8%	3,0%
- Pêche	1,1%	1,7%	4,6%	6,2%	5,4%	2,5%
Secteur secondaire	2,6%	3,0%	2,4%	1,7%	8,7%	4,1%
- Extraction	4,2%	3,1%	5,2%	9,6%	144,5%	8,3%
- Industries	1,3%	2,2%	0,3%	-0,3%	2,6%	2,5%
- Industries agroalimentaires	0,6%	2,0%	-0,9%	-1,2%	2,0%	2,0%
- Industries Manufacturières	3,2%	2,8%	3,9%	2,2%	4,3%	3,9%
- Industries textiles	24,4%	-17,0%	119,6%	-25,3%	-1,9%	2,5%
- Autres industries manufacturières	-0,6%	7,3%	-16,3%	14,8%	6,2%	4,3%
- Electricité, gaz et eau	6,3%	4,0%	3,8%	1,7%	4,3%	8,0%
- Construction	4,9%	4,5%	5,7%	4,3%	4,8%	5,5%
Secteur tertiaire	4,0%	2,6%	5,3%	6,3%	5,2%	3,8%
- Commerce	2,4%	2,6%	1,8%	1,1%	0,0%	2,0%
- Transport et communication	-1,9%	-0,4%	1,5%	1,6%	-0,6%	3,2%
- Transports	-46,2%	-22,7%	-3,1%	-18,2%	-16,0%	1,5%
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	37,6%	7,4%	2,7%	6,3%	2,3%	3,5%
- Banques et Assurances	7,3%	7,7%	7,8%	8,2%	8,9%	9,9%
- Hébergement, Restaurant et autres services marchands	1,6%	1,7%	2,7%	3,0%	-8,2%	2,0%
- Administration publique	5,1%	2,8%	6,2%	7,5%	12,3%	4,0%
- Education	5,1%	2,8%	6,2%	7,5%	2,4%	4,3%
- Santé et action sociale	5,1%	2,8%	6,2%	7,5%	14,6%	3,0%
- Activités à caractère collectif ou personnel	4,0%	1,5%	4,7%	4,7%	-2,4%	3,0%
- Services domestiques	4,0%	2,4%	3,7%	5,5%	1,7%	3,0%
- SIFIM	6,4%	6,5%	6,7%	6,6%	7,1%	9,9%
PIB aux coûts des facteurs	3,6%	2,6%	3,5%	4,5%	5,1%	4,8%
Impôts et Taxes	0,9%	0,3%	1,5%	1,4%	1,1%	4,8%
PIB aux prix du marché	3,3%	2,3%	3,3%	4,1%	4,6%	4,8%

Source : MFBPE, Modèle MACMOD-BI

Annexe 2 : Inflation par principales composantes (en%)

Mois	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
juil.-20	7,7	12,7	3,0
août-20	6,7	11,0	2,6
sept.-20	6,4	10,6	2,2
oct.-20	7,0	12,1	1,9
nov.-20	8,9	15,6	2,3
déc.-20	8,0	13,2	2,5
janv.-21	6,5	10,4	2,4
févr.-21	6,1	9,0	3,0
mars-21	7,8	10,9	4,5
avr.-21	7,4	11,9	2,8
mai-21	5,1	5,2	5,0
juin-21	9,1	12,2	5,7
juil.-21	9,7	13,0	6,2
août-21	10,5	14,2	6,6
sept.-21	10,5	13,7	7,1
oct.-21	9,9	11,6	8,0
nov.-21	8,7	8,3	9,2
déc.-21	10,0	9,6	10,5
janv.-22	12,3	14,5	10,0
févr.-22	13,4	16,2	10,3
mars-22	12,9	15,1	10,4
avr.-22	16,1	19,4	12,3
mai-22	18,6	23,1	13,6
juin-22	17,5	21,2	13,5
juil.-22	19,0	24,6	12,8
août-22	19,6	24,4	14,2
sept.-22	20,9	26,6	14,5
oct.-22	22,1	29,7	13,7
nov.-22	26,8	40,1	12,2
déc.-22	26,6	39,4	12,5
janv.-23	28,6	41,6	13,6
févr.-23	28,0	40,9	12,6
mars-23	32,6	48,9	13,2
avr.-23	32,6	48,5	13,5
mai-23	28,9	43,5	11,7
juin-23	27,1	39,7	12,1
juil.-23	26,1	35,9	13,9
août-23	28,8	39,3	16,0
sept.-23	26,8	35,1	17,1
oct.-23	26,6	34,4	16,8
nov.-23	20,4	23,0	16,7
déc.-23	20,1	22,4	16,9
janv.-24	17,6	17,7	17,5
févr.-24	17,8	17,4	18,2
mars-24	14,0	12,4	16,8
avr.-24	12,1	9,1	16,7
mai-24	12,5	9,2	17,4
juin-24	15,9	13,7	19,1
juil.-24	18,6	16,9	21,1
août-24	18,2	15,9	21,5
sept.-24	23,3	19,7	28,4
oct.-24	24,9	22,5	28,3
nov.-24	28,8	27,3	30,9
déc.-24	38,6	38,5	38,3
janv.-25	38,1	39,1	36,6
févr.-25	39,7	38,9	40,9
mars-25	40,9	40,1	42,0
avr.-25	45,5	46,2	44,6
mai-25	43,9	43,7	44,3
juin-25	41,6	42,5	40,1
juil.-25	38,8	39,0	38,5
août-25	34,5	32,8	48,2
sept.-25	29,3	29,3	29,2
oct.-25	26,9	24,9	29,6
nov.-25	23,1	19,8	27,8
déc.-25	15,2	10,4	22,3

Source : BRB

Annexe 3: Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Total Recettes		
oct-20	92 487,26	21 455,51	113 942,76	121 886,82	-7 944,05
nov-20	84 106,39	22 249,15	106 355,54	134 012,52	-27 656,98
déc-20	104 277,50	24 492,11	128 769,61	111 108,51	17 661,10
janv-21	91 493,07	22 202,28	113 695,36	110 744,02	2 951,34
févr-21	77 932,34	22 328,56	100 260,89	117 578,08	-17 317,18
mars-21	114 849,48	28 857,73	143 707,21	139 326,45	4 380,76
avr-21	100 678,98	27 187,14	127 866,12	143 533,14	-15 667,02
mai-21	86 584,95	22 222,28	108 807,23	142 178,14	-33 370,91
juin-21	121 489,14	29 071,92	150 561,05	233 398,40	-82 837,35
juil-21	98 153,03	4 181,79	102 334,82	146 824,50	-44 489,68
août-21	117 462,41	24 745,57	142 207,97	155 146,12	-12 938,14
sept-21	115 816,26	15 387,64	131 203,90	125 504,07	5 699,83
oct-21	108 200,87	21 133,48	129 334,35	125 784,40	3 549,95
nov-21	93 249,62	16 607,35	109 856,97	109 208,56	648,41
déc-21	111 411,91	12 226,81	123 638,72	137 574,91	-13 936,19
janv-22	101 804,74	21 712,92	123 517,65	284 634,07	-161 116,42
févr-22	89 754,43	25 523,38	115 277,80	156 139,84	-40 862,04
mars-22	153 425,11	30 916,34	184 341,45	136 841,94	47 499,52
avr-22	107 405,70	19 934,30	127 340,00	198 612,66	-71 272,66
mai-22	100 130,96	25 232,66	125 363,62	146 067,93	-20 704,31
juin-22	155 595,91	67 110,36	222 706,27	344 003,99	-121 297,73
juil-22	121 089,91	16 263,36	137 353,27	182 726,97	-45 373,70
août-22	129 752,42	12 383,16	142 135,59	186 380,48	-44 244,89
sept-22	136 420,92	24 811,36	161 232,28	158 390,14	2 842,14
oct-22	136 166,72	12 110,99	148 277,70	131 079,93	17 197,77
nov-22	99 430,03	47 985,68	147 415,72	174 450,98	-27 035,27
déc-22	137 175,25	26 224,00	163 399,25	156 224,81	7 174,44
janv-23	114 451,27	13 738,91	128 190,18	202 758,53	-74 568,35
févr-23	97 932,94	5 867,13	103 800,07	115 532,16	-11 732,09
mars-23	186 630,44	37 242,79	223 873,23	264 344,73	-40 471,49
avr-23	158 438,89	28 228,07	186 666,96	173 691,70	12 975,26
mai-23	136 425,46	12 997,05	149 422,51	249 484,00	-100 061,49
juin-23	263 074,67	43 299,80	306 374,47	362 402,94	-56 028,46
juil-23	126 976,82	12 657,70	139 634,52	170 115,45	-30 480,93
août-23	150 480,88	11 295,91	161 776,78	226 881,03	-65 104,25
sept-23	189 663,97	19 126,88	208 790,85	330 766,49	-121 975,64
oct-23	169 855,14	57 391,01	227 246,15	196 768,34	30 477,81
nov-23	159 686,28	107 355,93	267 042,20	281 794,94	-14 752,74
déc-23	187 212,99	24 386,26	211 599,24	331 347,27	-119 748,03
janv-24	170 037,66	32 265,50	202 303,16	208 294,22	-5 991,06
févr-24	159 917,12	12 049,60	171 966,71	149 526,63	22 440,08
mars-24	196 891,45	159 452,36	356 343,81	353 293,13	3 050,68
avr-24	151 805,44	13 067,75	164 873,18	256 083,61	-91 210,43
mai-24	131 988,69	26 020,81	158 009,50	253 174,70	-95 165,20
juin-24	174 648,05	22 418,95	197 067,00	258 671,43	-61 604,43
juil-24	163 781,82	6 912,98	170 694,80	327 036,13	-156 341,33
août-24	150 862,39	29 458,25	180 320,64	302 166,04	-121 845,40
sept-24	184 422,10	7 526,51	191 948,60	266 945,08	-74 996,48
oct-24	175 918,27	52 142,41	228 060,68	242 110,49	-14 049,81
nov-24	145 035,87	24 470,85	169 506,72	272 171,56	-102 664,84
déc-24	218 104,72	22 925,43	241 030,15	190 126,37	50 903,78
janv-25	204 872,34	17 709,40	222 581,73	340 367,35	-117 785,62
févr-25	185 268,01	12 142,94	197 410,95	204 997,51	-7 586,55
mars-25	305 482,29	26 324,33	331 806,62	350 422,35	-18 615,73
avr-25	226 224,30	18 047,38	244 271,68	285 008,62	-40 736,94
mai-25	207 985,39	35 809,62	243 795,01	262 649,02	-18 854,01
juin-25	261 131,36	85 638,75	346 770,12	706 747,01	-359 976,89
juil-25	224 449,45	11 892,37	236 341,82	215 835,86	20 505,95
août-25	203 413,36	8 232,89	211 646,25	303 382,00	-91 735,75
sept-25	290 077,40	11 858,52	301 935,92	325 790,34	-23 854,42
oct-25	242 001,56	41 463,29	283 464,84	220 727,61	62 737,24
nov-25	234 382,76	43 828,94	278 211,70	437 004,29	-158 792,58
déc-25	291 173,47	68 387,75	359 561,22	296 300,59	63 260,63

Source : BRB

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure				Dette extérieure	Dette Publique Totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres	Total		
oct.-20	901 974,9	1 763 000,2	141 644,5	2 806 619,6	1 022 885,7	3 829 505,4
nov.-20	899 449,4	1 779 700,1	144 982,9	2 824 132,4	1 033 676,2	3 857 808,6
déc.-20	894 667,8	1 816 692,6	138 993,1	2 850 353,5	1 046 573,0	3 896 926,5
janv.-21	894 667,8	1 832 306,3	143 346,2	2 870 320,3	1 052 326,0	3 922 646,3
févr.-21	894 117,9	1 864 441,1	169 560,6	2 928 119,6	1 055 705,7	3 983 825,3
mars-21	864 066,4	1 853 171,3	172 078,8	2 889 316,5	1 057 321,9	3 946 638,4
avr.-21	893 573,6	1 866 450,8	163 441,3	2 923 465,7	1 061 414,4	3 984 880,1
mai-21	893 272,0	1 899 966,9	151 390,7	2 944 629,6	1 072 236,6	4 016 866,2
juin.-21	957 639,8	1 935 027,6	147 690,7	3 040 358,1	1 079 747,9	4 120 106,1
juil.-21	964 779,1	1 988 324,3	133 698,8	3 086 802,2	1 074 426,0	4 161 228,2
août-21	937 750,1	2 023 132,4	145 318,3	3 106 200,8	1 105 089,2	4 211 290,0
sept.-21	903 396,7	2 048 624,1	141 114,8	3 093 135,6	1 118 819,8	4 211 955,4
oct.-21	902 793,7	2 052 646,6	142 125,0	3 097 565,3	1 279 409,1	4 376 974,4
nov.-21	923 914,9	2 043 143,0	124 201,8	3 091 259,7	1 283 741,0	4 375 000,7
déc.-21	901 529,1	2 046 057,7	115 614,2	3 063 201,0	1 290 078,5	4 353 279,5
janv.-22	1 075 694,8	2 033 444,3	108 954,3	3 218 093,4	1 297 169,0	4 515 262,4
févr.-22	1 075 694,8	2 046 154,0	107 806,2	3 229 655,0	1 327 325,3	4 556 980,3
mars-22	1 051 289,6	2 040 766,5	100 546,2	3 192 602,3	1 324 238,3	4 516 840,6
avr.-22	1 051 289,6	2 033 104,8	106 290,5	3 190 684,9	1 319 916,4	4 510 601,3
mai-22	1 051 289,6	2 006 370,8	97 019,7	3 154 680,1	1 308 324,7	4 463 004,8
juin.-22	1 389 125,3	1 977 691,7	94 971,8	3 461 788,8	1 317 597,4	4 779 386,2
juil.-22	1 720 207,2	1 964 617,7	93 880,7	3 778 705,6	1 308 525,4	5 087 231,0
août-22	1 705 644,1	1 970 857,1	91 150,4	3 767 651,6	1 312 419,6	5 080 071,2
sept.-22	1 770 710,6	2 030 569,9	81 208,1	3 882 488,6	1 304 967,0	5 187 455,6
oct.-22	1 715 463,7	2 042 557,0	81 022,7	3 839 043,4	1 301 680,1	5 140 723,5
nov.-22	1 728 928,5	2 086 731,7	86 862,9	3 902 523,1	1 314 467,8	5 216 990,9
déc.-22	1 731 217,0	2 185 496,9	88 568,0	4 005 281,9	1 335 183,2	5 340 465,1
janv.-23	1 727 790,4	2 260 148,1	88 700,8	4 076 639,3	1 350 444,3	5 427 083,6
févr.-23	1 726 427,9	2 284 962,7	122 965,7	4 134 356,3	1 343 200,6	5 477 556,9
mars-23	1 728 393,9	2 292 403,5	126 256,5	4 147 053,9	1 330 300,7	5 477 354,6
avr.-23	1 688 554,3	2 264 816,0	127 848,4	4 081 218,7	1 336 580,3	5 417 799,0
mai-23	1 682 953,7	2 195 145,7	147 970,5	4 026 069,9	1 736 472,5	5 762 542,4
juin.-23	1 866 022,1	2 207 955,5	152 517,7	4 226 495,3	1 811 986,5	6 038 481,8
juil.-23	1 864 453,7	2 200 478,2	152 589,6	4 217 521,5	1 823 515,5	6 041 037,0
août-23	1 873 494,8	2 203 955,1	146 502,9	4 223 952,8	1 811 839,7	6 035 792,5
sept.-23	1 992 384,5	2 194 998,3	115 665,4	4 303 048,2	1 805 746,8	6 108 795,0
oct.-23	1 917 541,5	2 212 721,6	141 478,5	4 271 741,6	1 821 461,4	6 093 203,0
nov.-23	1 848 432,1	2 220 612,1	140 658,5	4 209 702,7	1 827 876,2	6 037 578,9
déc.-23	1 950 651,4	2 284 995,1	152 669,5	4 388 316,0	1 833 186,6	6 221 502,6
janv.-24	1 903 284,4	2 321 768,8	149 917,2	4 374 970,4	1 839 481,6	6 214 452,0
févr.-24	1 901 476,2	2 348 652,2	141 725,4	4 391 853,8	1 838 231,9	6 230 085,7
mars-24	1 899 905,2	2 365 385,7	146 651,3	4 411 942,2	1 849 457,3	6 261 399,5
avr.-24	1 935 164,6	2 333 037,8	151 244,8	4 419 447,2	1 860 135,7	6 279 582,9
mai-24	1 994 015,5	2 346 461,3	161 025,0	4 501 501,8	1 864 826,7	6 366 328,5
juin.-24	2 046 660,8	2 328 910,8	169 126,2	4 544 697,8	1 863 586,4	6 408 284,2
juil.-24	2 065 246,6	2 277 360,1	161 663,1	4 504 269,8	1 869 819,7	6 374 089,5
août-24	2 255 322,3	2 282 042,7	132 139,7	4 669 504,7	1 892 288,9	6 561 793,6
sept.-24	2 528 767,7	2 237 191,7	143 701,0	4 909 660,4	1 900 048,4	6 809 708,8
oct.-24	2 588 788,1	2 261 867,4	103 321,2	4 953 976,7	1 893 445,7	6 847 422,4
nov.-24	2 741 858,8	2 283 648,6	108 216,9	5 133 724,3	1 880 612,0	7 014 336,3
déc.-24	2 846 253,0	2 324 999,8	116 594,9	5 287 847,7	1 873 262,5	7 161 110,2
janv.-25	2 934 624,1	2 396 781,8	101 313,3	5 432 719,2	1 870 379,1	7 303 098,3
févr.-25	2 747 970,4	2 400 341,3	127 255,5	5 275 567,2	1 873 800,4	7 149 367,6
mars-25	2 568 728,8	2 625 396,6	112 022,3	5 306 147,7	1 888 773,3	7 194 921,0
avr.-25	2 551 061,3	2 662 765,9	174 461,9	5 388 289,1	1 901 631,5	7 289 920,6
mai-25	2 520 443,0	2 733 644,5	136 798,0	5 390 885,5	1 911 117,6	7 302 003,1
juin.-25	2 920 774,4	2 717 477,8	200 224,2	5 838 476,4	1 922 789,9	7 761 266,3
juil.-25	2 919 635,8	2 727 614,4	198 810,0	5 846 060,2	1 927 706,5	7 773 766,7
août-25	2 957 150,2	2 741 521,6	242 080,0	5 940 751,8	1 923 822,9	7 864 574,7
sept.-25	2 955 941,0	2 729 894,3	255 090,0	5 940 925,3	1 928 561,3	7 869 486,6
oct.-25	2 848 940,9	2 453 641,6	797 282,2	6 099 864,7	1 922 081,9	8 021 946,6
nov.-25	2 848 609,2	2 535 726,1	819 399,0	6 203 734,3	1 915 474,6	8 119 208,9
déc.-25	2 796 814,5	2 533 313,5	833 122,7	6 163 250,7	1 920 374,4	8 083 625,1

Source : BRB

Annexe 5 : Opérations du marché monétaire

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale	Opérations interbancaires
janv-23	346 582	521 647	271 800
févr-23	324 287	499 850	113 000
mars-23	241 331	444 450	174 100
avr-23	256 427	499 290	160 600
mai-23	341 143	560 710	312 550
juin-23	365 295	459 113	193 000
juil-23	280 952	515 793	414 700
août-23	263 914	513 933	579 850
sept-23	298 259	513 933	432 500
oct-23	331 449	502 813	277 900
nov-23	315 924	523 293	362 040
déc-23	310 930	539 963	406 800
janv-24	277 987	533 023	506 076
févr-24	322 036	544 093	278 500
mars-24	282 085	536 533	265 800
avr-24	362 340	534 503	130 400
mai-24	367 794	527 503	105 800
juin-24	379 767	503 353	92 000
juil-24	526 848	455 263	441 100
août-24	476 038	454 737	240 300
sept-24	525 747	410 333	167 000
oct-24	485 534	394 573	152 000
nov-24	420 146	413 653	119 000
déc-24	455 848	449 483	138 200
janv-25	471 702	437 403	286 600
févr-25	404 939	401 463	347 000
mars-25	405 031	439 623	393 400
avr-25	326 885	476 156	527 960
mai-25	341 722	484 681	390 950
juin-25	413 066	460 537	533 000
juil-25	378 329	452 492	558 928
août-25	410 087	439 141	533 700
sept-25	445 687	427 614	586 600
oct-25	457 531	412 363	921 200
nov-25	477 174	423 367	495 600
déc-25	481 522	399 916	548 500

Source : BRB

Annexe 6 : Taux d'intérêt du marché monétaire (en MBIF)

août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
déc-19	3,56	5,63	2,99	2,63
janv-20	3,99	5,68	3,21	2,68
févr-20	4,78	5,88	2,54	2,88
mars-20	3,97	6,00	2,58	3,00
avr-20	4,07	6,00	2,87	3,00
mai-20	4,16	6,00	2,85	3,00
juin-20	4,11	6,00	2,96	3,00
juil-20	4,07	6,00	2,74	3,00
août-20	4,27	6,00	2,77	3,00
sept-20	4,42	6,60	2,58	3,60
oct-20	4,73	6,60	2,36	3,44
nov-20	4,93	6,60	2,91	3,74
déc-20	5,06	6,87	3,93	3,86
janv-23	2,83	5,41	2,00	2,41
févr-23	2,30	6,85	2,00	3,85
mars-23	2,15	7,54	2,00	4,54
avr-23	2,87	7,63	2,00	4,63
mai-23	3,06	7,75	2,00	4,75
juin-23	3,53	7,49	2,00	4,49
juil-23	4,98	10,83	2,00	4,57
août-23	5,83	12,00	2,00	4,52
sept-23	6,11	12,00	2,00	4,64
oct-23	5,84	12,00	2,00	4,91
nov-23	6,45	12,00	2,00	5,30
déc-23	7,02	12,00	2,00	5,55
janv-24	7,44	12,00	2,00	5,58
févr-24	7,90	12,00	2,00	5,66
mars-24	8,76	13,66	2,00	6,24
avr-24	9,14	14,00	2,00	7,54
mai-24	8,93	14,00	2,00	7,75
juin-24	9,73	14,00	2,00	8,01
juil-24	10,29	14,00	2,00	8,04
août-24	8,69	14,00	2,00	8,07
sept-24	7,97	14,00	2,00	7,95
oct-24	5,77	14,00	2,00	7,57
nov-24	4,38	14,00	2,00	7,23
déc-24	4,16	14,00	2,00	7,10
janv-25	4,16	14,00	2,00	7,66
févr-25	4,73	14,00	2,00	8,26
mars-25	6,05	14,00	2,00	8,45
avr-25	6,56	14,00	2,00	8,69
mai-25	7,16	14,00	2,00	8,86
juin-25	7,77	14,00	2,00	8,94
juil-25	6,40	14,00	2,00	8,99
août-25	6,61	14,00	2,00	8,98
sept-25	7,61	14,00	2,00	8,97
oct-25	8,26	14,00	2,00	8,01
nov-25	7,44	14,00	2,00	7,93
déc-25	8,26	14,00	2,00	8,14

Source : BRB

Annexe 7 : Structure des exportations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

	T4-2024		T3-2025		T4-2025	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
PRODUITS PRIMAIRES	159 408,5	16 516,7	150 349,9	9 717,1	204 457,9	30 480,0
café marchand	35 936,1	2 387,8	25 519,6	1 505,8	77 514,3	3 759,8
coton	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
peaux brutes	980,4	231,7	714,3	403,8	926,3	275,1
thé	7 264,0	1 268,7	12 826,1	2 099,3	14 487,4	2 780,7
huile de palme brute	247,4	132,5	56,5	29,3	0,4	0,0
minérai autres que l'Or	15 935,5	161,2	14 741,1	259,2	20 284,7	307,1
métaux de terres rares	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Or	93 208,5	0,4	93 666,3	0,3	82 512,4	0,2
animaux vivants	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
poissons vivants	2,5	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres	5 834,0	12 333,5	2 826,0	5 419,4	8 732,4	23 357,0
PRODUITS MANUFACTURES	55 521,5	24 114,5	68 517,9	31 026,8	50 995,0	20 914,3
limonades, eaux gazeuses	318,5	181,5	111,7	164,1	133,3	168,7
bouteilles en verre foncé	2 717,8	625,5	4 208,0	1 078,7	3 113,1	723,1
bières	8 356,4	6 854,8	17 226,6	10 101,0	13 673,0	6 916,5
cigarettes	10 338,6	460,9	11 620,1	535,9	7 026,7	301,4
tissus de coton	3,6	1,0	120,1	42,6	0,0	0,0
sucré	0,0	0,0	4,7	0,9	0,0	0,0
farine de blé	12 435,3	7 243,4	7 305,8	3 987,7	4 988,9	2 652,3
farine de maïs	16,4	7,0	47,1	8,8	141,7	56,3
ciment portland	1,6	9,2	0,0	0,0	94,7	134,1
savons	3 216,5	1 647,4	3 097,1	1 546,5	2 660,4	1 285,4
Kérozène	2 717,0	556,6	3 630,6	619,3	824,9	169,0
Gazole	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
autres (1)	15 399,9	6 527,2	21 146,0	12 941,4	18 338,3	8 507,5
TOTAL	214 930,0	40 631,2	218 867,8	40 743,9	255 452,9	51 394,3
(1): Non compris les effets personnels						
Sources : OBR, OTB et Interpetrol energy SA						

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 8 : Structure des importations en valeur (MBIF) et en volume (tonnes)

	T4-2024		T3-2025		T4-2025	
	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité
I. BIENS DE PRODUCTION:	317 163,0	233 455,5	404 749,5	263 073,3	336 581,5	240 361,8
10. Métallurgie	25 697,7	11 284,6	45 939,3	19 818,5	37 644,0	17 155,0
11. Agriculture et élevage	58 369,3	45 518,7	152 885,8	94 855,0	23 185,9	15 290,9
12. Alimentation	51 177,9	34 931,0	35 305,0	16 787,9	47 286,0	33 166,8
13. Textile	1 629,9	89,3	2 231,6	116,3	2 014,9	120,1
14. Construction	42 121,2	99 706,1	35 389,1	83 860,0	33 510,2	98 771,4
15. Bois	609,9	468,2	1 225,9	853,5	783,1	487,9
16. Papier	2 158,6	781,3	2 204,4	811,0	1 544,7	610,2
17. Cuir	113,0	63,8	45,4	30,2	24,0	38,6
18. Autres biens de production:	135 285,5	40 612,4	129 523,0	45 940,7	190 588,6	74 720,8
180. Chimiques	12 387,7	4 626,7	11 038,8	3 620,0	11 717,6	3 608,7
181. Combustibles solides	52,4	449,1	0,5	0,7	18,0	1,1
182. Huiles minérales	85 310,8	26 946,2	82 811,0	33 330,3	147 540,7	63 346,5
183. Autres	37 534,6	8 590,4	35 672,7	8 989,8	31 312,3	7 764,5
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	147 103,4	13 948,6	161 762,3	16 686,0	141 508,8	15 825,2
20. Chaudières, engins mécaniques	36 515,4	2 759,5	47 816,8	3 461,5	32 127,1	2 675,6
21. Pièces et outillages	15 452,9	4 618,2	15 089,6	5 072,8	19 139,5	6 201,1
22. Matériel électrique	33 477,7	2 283,7	45 049,0	2 966,7	41 925,3	2 297,9
23. Tracteurs, véhicules et engins/ transport	36 929,8	3 691,1	40 589,6	4 517,1	39 536,6	4 221,7
24. Autres biens d'équipement	24 727,5	596,1	13 217,3	667,8	8 780,3	428,9
III. BIENS DE CONSOMMATION:	322 895,8	79 731,3	381 313,3	96 588,9	419 293,1	86 015,6
30. Durables:	190 547,2	29 190,3	183 983,8	32 875,3	262 339,4	31 868,0
300. Textiles	24 910,7	4 508,4	32 543,8	5 982,3	22 395,3	4 327,6
301. Véhicules	36 941,9	3 560,7	35 426,2	3 492,9	32 879,8	3 303,0
302. Autres	128 694,6	21 121,2	116 013,8	23 400,2	207 064,3	24 237,3
31. Non durables:	132 348,6	50 541,0	197 329,5	63 713,6	156 953,6	54 147,6
310. Alimentaires	85 280,9	44 074,0	126 358,6	52 955,9	105 843,2	47 407,9
311. Pharmaceutiques	25 065,3	1 066,1	36 615,9	1 478,5	29 865,3	1 471,9
312. Autres	22 002,4	5 400,8	34 355,0	9 279,2	21 245,1	5 267,8
IMPORTATIONS TOTALES	787 162,1	327 135,4	947 825,2	376 348,2	897 383,4	342 202,6

Source : BRB, statistiques du commerce extérieur

Annexe 9 : Principaux indicateurs du secteur bancaire (en MBIF)

	30/12/2024	30/09/2025	30/12/2025	Variation annuelle en %	Variation trimestrielle en %
I. EMPLOIS	9 148 860,5	11 131 525,1	11 514 186,4	25,9%	3,4%
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	7 942 461,5	9 424 863,5	9 787 054,0	23,2%	3,8%
A. Actifs Liquides	3 319 547,1	3 881 182,2	3 987 876,1	20,1%	2,7%
Caisse	125 338,3	170 800,6	161 365,0	28,7%	-5,5%
B.R.B.	723 825,6	751 027,0	786 187,4	8,6%	4,7%
Avoirs auprès des banques et assimilés	318 824,1	355 370,8	368 509,6	15,6%	3,7%
Prêts à l'Etat	2 151 559,1	2 603 983,8	2 671 814,1	24,2%	2,6%
Bons,Obligations du Trésor	1 897 036,5	2 263 468,3	2 334 784,6	23,1%	3,2%
Autres Titres	254 522,6	340 515,5	337 029,6	32,4%	-1,0%
B. Crédits	4 622 914,3	5 543 681,3	5 799 177,9	25,4%	4,6%
Court terme	2 057 807,9	2 452 740,5	2 596 985,6	26,2%	5,9%
Moyen terme	1 175 050,6	1 372 543,8	1 437 233,4	22,3%	4,7%
Long terme	1 390 055,9	1 718 397,0	1 764 958,9	27,0%	2,7%
Crédits bail	0,0	0,0	0,0		
I.2. Actif Immobilisé	462 829,0	495 070,4	541 493,5	17,0%	9,4%
I.3. Autres emplois	743 570,1	1 211 591,3	1 185 638,9	59,5%	-2,1%
II. RESSOURCES	9 148 860,5	11 131 525,1	11 514 186,4	25,9%	3,4%
II.1. Principales ressources	7 214 240,1	8 815 914,4	9 036 695,6	25,3%	2,5%
Clientèle	5 222 330,1	6 519 963,4	6 574 920,5	25,9%	0,8%
dont 10 grands dépôts des banques	1 982 115,2	2 144 098,7	2 383 561,6	20,3%	11,2%
Refinancement auprès B.R.B.	494 828,1	443 137,6	409 026,5	-17,3%	-7,7%
Dettes envers banques et assimilés	1 497 081,9	1 852 813,4	2 052 748,5	37,1%	10,8%
II.2. Capital et réserves	881 412,9	1 003 487,2	1 027 836,9	16,6%	2,4%
II.3. Autres ressources	1 053 207,6	1 312 123,4	1 449 654,0	37,6%	10,5%
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	993 846,8	1 136 075,8	1 173 562,5	18,1%	3,3%
Fonds propres (en MBIF)	1 079 291,1	1 223 056,0	1 268 315,3	17,5%	3,7%
Risques pondérés	5 762 285,3	6 615 284,2	7 082 405,5	22,9%	7,1%
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	17,2	17,2	16,6		
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	18,7	18,5	17,9		
Ratio de levier (norme 5%)	10,9	10,2	10,2		
Concentration du portefeuille crédits					
Grands risques	1 747 520,2	1 981 069,2	2 025 365,2	15,9%	2,2%
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	37,8	35,7	34,9		
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	50,5	49,8	50,4		
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (en %)	23,5	23,4	23,2		
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (en %)	216,5	229,2	227,7		
Qualité du portefeuille crédits					
Impayés	508 120,7	820 939,2	664 173,6	30,7%	-19,1%
Créances à surveiller	336 871,3	611 473,9	424 774,3	26,1%	-30,5%
Créances Non performantes	171 249,4	209 465,3	239 399,3	39,8%	14,3%
Créances pré douteuses	43 376,1	49 181,2	87 660,3	102,1%	78,2%
Créances douteuses	65 491,3	73 086,7	47 415,8	-27,6%	-35,1%
Créances compromises	62 382,0	87 197,4	104 323,2	67,2%	19,6%
Dépréciations	97 105,0	127 258,2	136 622,4	40,7%	7,4%
Taux des prêts non performants	3,7	3,8	4,1		
Taux d'impayés	11,0	14,8	11,5		
Taux de provisionnement	56,7	60,8	57,1		
Liquidité					
Coefficient de liquidité en BIF	170,9	181,3	161,7		
Coefficient de liquidité en devises	212,4	153,8	168,2		
Total crédits/total dépôts (en %)	88,5	85,0	88,2		
Ressources Stables/Emplois Immobilisés (en %)	114,0	110,6	120,6		
Dix gros dépôts/Total dépôts (en %)	38,0	32,9	36,3		
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	259 199,0	220 934,6	302 436,9	16,7%	36,9%
Résultat net de l'exercice	213 800,3	182 750,0	250 510,4	17,2%	37,1%
Produit Net Bancaire	592 823,9	529 953,8	739 738,1	24,8%	39,6%
ROA	2,3	1,6	2,2		
ROE	19,8	14,9	19,8		

Source : BRB